

# MASSSES

MENSUEL N° 14 — Prix : 1 Franc — MARS 1934

Pour l'unité d'action  
Du Radicalisme à  
l'Union Nationale

Les journées de février

Psychologie  
du Fascisme

Ouvriers voilà ce  
qu'est le Fascisme

Le Fascisme  
vaincra-t-il France ?

## Ferons-nous comme en Allemagne...



Enterrement à Berlin (Février 1933) de Socialistes et de Communistes tombés dans une lutte commune

## ...l'Unité dans les Cimetières ?

ADMINISTRATION:  
23, rue Mouffetard - PARIS V<sup>e</sup>

Directeur : René LEFEUVRE

Abonnements	France	Etranger
10 numéros .....	9 »	13 »
20 numéros .....	18 »	26 »

## PROFITEZ DE NOS PRIMES

(1) L'abonnement à 20 N<sup>os</sup> permet de choisir un des livres suivants :

**LE MATERIALISME MILITANT**, Plekhanov ;

**LUDWIG FUERBACH**, Engels ;

**LES HOMMES DU 1905 RUSSE**, Matveev ;

**LA RUELLE DE MOSCOU**, Ilya Ehrenbourg ;

**LENINE A PARIS**, Aline ;

**COPAINS**, Chpilewski ;

**PARADIS AMERICAIN**, Egon Erwin Kisch ;

**LE ROSIER**, Hermynia zur Mühlen ;

**UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE**, Diego Hidalgo.

**LA NUIT**, Marcel Martinet.

**LES CHRONIQUES D'ERMONVILLE**, Gustave Dupin.

## ÉTUDES SOCIALES

Tous les mercredis, à 20 h. 30 :  
**DEMOCRATIE, FASCISME  
SOCIALISME**

Sur la demande des élèves, le cours de sociologie a été modifié. La lutte contre le fascisme est la préoccupation dominante de l'heure. Il est indispensable d'en comprendre la nature et les buts si l'on veut le combattre efficacement et le vaincre. C'est dans ce sens que nous orientons nos efforts. Nous espérons que nos camarades participeront nombreux au travail de clarification que nous entreprenons.

1° Les libertés démocratiques, leur origine et leur signification dans les luttes ouvrières.

2° Comment le jeu des libertés démocratiques est faussé par l'emprise du capitalisme sur la vie et les institutions publiques.

3° Le programme anti-fasciste de transition :

- Revendications économiques ;
- Revendications politiques ;
- Plan d'action.

4° Nature du fascisme, rôle des classes moyennes et des classes dirigeantes dans son aboutissement.



Scène d' « OMBRES BLANCHES »  
que nous avons projeté à notre 2<sup>e</sup> soirée

## ABONNEZ-VOUS

Abonnements pour 10 N <sup>os</sup>	France.	9 fr.
»	Etrang.	13 fr.
» 20 N <sup>os</sup> (1)	France.	18 fr.
»	Etrang.	26 fr.
Abonnement de soutien .....		50 fr.

Adresser correspondance et mandats à  
J. Lefevre, 23, rue Mouffetard, Paris (5<sup>e</sup>).

Ou utilisez notre compte de chèques  
postaux : Paris 824-24, Thomas Jean,  
23, rue Mouffetard, Paris (5<sup>e</sup>).

(En nous envoyant l'abonnement, n'oubliez pas de nous indiquer la date de départ.)



organise le SAMEDI 10 MARS 1934, à 20 h. 45  
SALLE ADYAR, 4, Square Rapp  
Métros : Alma-Marceau et Ecole Militaire

## 4<sup>e</sup> SOIRÉE CINÉMATOGRAPHIQUE BIG - HOUSE SCARFACE

de PAUL FEJOS

avec PAUL MUNI

En raison de l'importance du programme,  
la séance commencera 20 h. 45 précises

ENTRÉES :  
5, 6 et 7 francs

## CINÉ-MASSÉS



# POUR L'UNITÉ D'ACTION

La réaction vient d'essayer sa force ; elle a révélé son organisation de guerre civile appuyée sur une décomposition avancée de l'armée et de la police.

Elle peut déjà revendiquer une victoire : la formation d'un gouvernement d'union nationale.

La bourgeoisie acculée à la crise n'a plus qu'une issue pour maintenir sa domination, le fascisme.

De plus en plus, elle se dirigera vers la suppression des réformes qu'elle avait pu se laisser arracher aux heures de prospérité.

Le maintien et l'élargissement des réformes et libertés acquises sont liés à la défense de l'avenir de la classe ouvrière et ne peuvent plus se faire que par l'offensive de tous ses partis unis loyalement dans l'action.

Le fascisme en France n'a pas encore une base sociale solide. Ses éléments habituels, les couches moyennes et paysannes sont encore imprégnées des idéaux démocratiques.

Seule une offensive résolue des partis de la classe ouvrière peut mobiliser pour la défense des libertés ces masses hésitantes, faire échec au fascisme et préparer la révolution sociale.

L'heure n'est plus aux querelles ni aux manœuvres ; perpétuer la division de la classe ouvrière est un crime.

L'unité d'action de la classe ouvrière s'impose, de la base au sommet, du plan local au plan national.

Criminels, ceux qui s'y opposeraient.

## Vive la commune de Vienne

*L'avant-garde ouvrière de Vienne et de Linz a combattu héroïquement pour le maintien des libertés, pour le droit à la vie de la classe ouvrière. Femmes et hommes, redressant le drapeau de Lénine, de Karl et de Rosa, sont tombés pour l'honneur du socialisme. Leur sacrifice ne sera pas vain. Le Proletariat mondial puisera dans leur héroïsme un courage nouveau pour les combats futurs. Il analysera les raisons qui ont conduit à la défaite et en dégagera la tactique qui le mènera à la victoire. Il y verra qu'une politique de renoncement qui n'a pas pour base la confiance dans la classe ouvrière et dans la solidarité du prolétariat international ne peut mener au socialisme. Il s'inclinera devant les chefs sociaux-démocrates qui surent payer de leur sang leurs erreurs.*

*La classe ouvrière comprendra que si elle n'impose pas sa lutte, c'est la bourgeoisie qui prendra l'offensive.*

### Lettre de Vienne

... L'action des ouvriers, et d'ailleurs pas de la grande masse, mais d'une minorité résolue, n'avait pas d'organisation centrale ; elle était spontanée, sans direction. La grande masse ne prit pas parti et resta spectateur passif. Mais la mino-

rité combattante elle-même n'avait pas de direction centrale, et ce qui était décisif : pas d'expérience ; elle se borna à la défensive. Ainsi dans les habitations commune connues et à la périphérie de la ville.

Les prolétaires défendirent leur bien avec un courage héroïque. L'avant-garde se sacrifiait et est allée au gibet. Exceptionnellement, les prolétaires de Kapfenberg et de Linz ont pris l'offensive. Le centre de la ville de Vienne fut abandonné au pouvoir d'Etat. La nuit décisive du 12 au 13 février, durant laquelle Vienne, de par la grève des électriciens, fut plongée dans les ténèbres, resta inutilisée. Plus encore. A Simmering, au pied du Laaserberg, près des baraques de Simmering, 1.400 hommes s'étaient rassemblés ; à midi déjà les membres du Schutzbund avaient occupé la gare d'Espang. Le soir arriva ; au lieu du commandeur arrêté, venait un délégué du Schutzbund de Simmering, et leur demanda de cesser la lutte ! Les ouvriers jetèrent avec colère dans les fossés des rues des centaines de fusils et d'autres armes. C'était le 12 février. Au matin du 13, 80 hommes qui s'étaient réarmés avec les armes jetées, se rassemblèrent à nouveau. C'est là qu'apparut toute la naïveté des ouvriers sans chefs. Les signaux et les fils télégraphiques de la gare d'Aspang ne furent pas

touchés. Des Heimwehren qui stationnaient près de là ne furent pas malmenés. On ne peut mobiliser les ouvriers pour venir en aide à une habitation ouvrière voisine attaquée par les Heimwehren. Un groupe de partisans sans direction, résistant à des attaques venant tantôt d'ici, tantôt de là, sans discipline et sans perspective politique !

Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement (Favorite), une maison commune se défend ; mais les rues sont peuplées d'ouvriers qui vont se promener, comme si c'était un dimanche de printemps. La police n'a besoin que de maintenir des postes de sentinelles, et dans les deux rues principales, il y a des patrouilles et quelques ouvriers réactionnaires en habits déchirés !

Maintenant, au matin du 14 février, les canons tonnent et prennent sous leur feu les derniers retranchements des ouvriers. Plusieurs maisons communes se sont rendues hier déjà parce que le secours attendu ne venait pas. Parfois, comme à Otakring, elles luttent jusqu'au dernier occupant. Et en même temps, des dizaines de milliers de chômeurs vont se faire pointer à la Thaliastrasse, et comme il n'y a pas de pointage aujourd'hui, ils ont le temps et discutent tranquillement les événements.

Voilà la caractéristique de ce jour : les combattants sont complètement isolés, sans information, et la grande masse regarde passivement. Les hommes du Schutzbund des baraques de Simmering croient que les insurgés, dans les arrondissements 16, 18, 21 sont victorieux, parce que les grandes maisons communes ne sont pas encore prises par le gouvernement et résistent encore par les armes. Le fait qu'une maison commune à Favoriten résiste encore, est traduit par les ouvriers : nous avons encore le 10<sup>e</sup> arrondissement. A notre objection que la maison commune et l'arrondissement ne sont pas la même chose, et qu'on ne peut s'y fier, ils nous répondent : « Tant qu'on tire, rien n'est perdu. »

La naïveté politique et militaire est encore dépassée par la croyance inébranlable au miracle qui doit se produire. Il manque aux combattants une organisation révolutionnaire et une direction. Cela est aussi applicable aux communistes. Des hauts fonctionnaires du parti communiste étaient présents quand le commandant du Schutzbund à Simmering renvoya chez eux 1.400 hommes. Ils ne firent rien contre ! Le matin du 13, ces fonctionnaires du P. C. venaient reconnaître le terrain. Ils ne prirent pas les armes à la main et n'essayèrent pas de donner un sens et un but aux ouvriers armés qu'ils connaissaient et sur qui ils pouvaient exercer leur influence personnelle ; ils laissèrent les ouvriers combattants privés de leur direction « révolutionnaire ».

Et maintenant le bourreau s'est mis à l'œuvre ; les cours martiales sont au travail. Mais les ouvriers continuent à combattre. Ils ont sauvé l'honneur du socialisme ; ils ne capitulent pas. Mais leur héroïsme ne sert de rien, faute d'une direction révolutionnaire et à cause de leur inexpérience et de leur naïveté.

Ils répètent les fautes des paysans allemands dans la grande guerre des paysans. Par petits groupes, ils défendent jusqu'à la mort leur foyer, et ils laissent au pouvoir d'Etat la possibilité de les battre par ses forces centralisées...

14 février 1934.

L'explosion du 6 février a surpris par sa violence sans précédent et sa soudaineté jusqu'à ceux qui jetaient l'alarme sur la montée des forces réactionnaires et fascistes en France. La magnifique manifestation prolétarienne du 12 février a non moins étonné, par sa puissance et sa cohésion, ceux qui désespéraient de voir jamais les forces ouvrières s'unifier pour la défense de leur vie et de leur liberté. En une semaine, la situation politique, les rapports de classes se sont bouleversés plus qu'en des années de lutte « pacifique » et parlementaire. La bourgeoisie, avec ses bandes armées, a elle-même fait craquer le mince vernis de sa propre légalité, montrant son visage de hyène furieuse aux ouvriers les moins conscients, les plus indifférents à la politique, les plus soumis à leurs exploiters séculaires.

### LA FIN DU RADICALISME

Les élections de 1932 avaient donné une grande majorité aux partis démocratiques, radicaux et socialistes. La détresse économique, la baisse des salaires, la mévente des produits agricoles, le déficit budgétaire, avaient jeté bas les partis de droite et du centre les plus inféodés à la grande industrie comme aux banques de crédit. Ouvriers, paysans, petits commerçants réclamèrent en 1932 le maintien des salaires, la défense des prix, le relèvement économique, la paix au dehors avec le désarmement. Le parti radical en majorité recueillit la succession des requins Tardieu et Laval. Dans quelles conditions s'emparait-il du pouvoir ? Pour répondre à cette question, il suffit de se souvenir de la déclaration de M. Herriot, le rescapé de 1926, le triste médocastre de « la mère malade » ; il fallait, a-t-il dit, « respecter le mur d'argent ». Mais on ne peut à la fois respecter la propriété bourgeoise et donner du pain aux chômeurs ; on ne peut remplir les caisses de l'Etat qu'avec les salaires des travailleurs si on se refuse à toucher aux profits du capital. Tel est le fossé où trébuchent toujours les politiciens de la classe moyenne, ces hommes « de gauche » qui, dépouillant leur vêtement démagogique, s'en vont en chemise recevoir les coups de fouet de la bourgeoisie. Nous ne référons pas ici l'historique de ces dix-huit mois de pouillerie démocratique, de pirouettes et de reniements où les partis de gauche rivalisèrent d'ingéniosité hypocrite pour arracher, au nom de la République, les pauvres sous des ouvriers et des fonctionnaires qui les avaient élus. Contre la crise, le seul acte de ces prétendus défenseurs du peuple fut la loi sur les blés, formidable duperie qui livra les paysans au trust de la minoterie et maintint la vie chère dans les villes.

Mais une politique alternée d'avance et de recul, de bravades et de concessions, si elle reflète assez bien la situation sans issue de la petite bourgeoisie dans le monde actuel, ne peut en définitive trouver d'appui, ni dans le prolétariat, ni dans la grande bourgeoisie. Aux yeux de celle-ci, les partis de gauche sont trop compromis vis-à-vis des masses populaires pour mener une vigoureuse politique de déflation destinée à maintenir envers et contre tout le taux de profit et la capacité de concurrence de l'industrie française ; les « hésitations » du parti radical, ses petites hypocrisies sont mises au compte du parlementarisme dont il est le principal bénéficiaire et dont il forme l'armature dans le pays... Mais ici, une parenthèse est nécessaire. Il est rare que les représentants directs du capitalisme dirigent eux-mêmes les affaires de l'Etat. Ils laissent ce soin aux classes moyennes, aux intellectuels, aux avocats, aux médecins, à qui la politique offre un débouché rémunérateur et pour lesquels la servilité vis-à-vis du capitalisme constitue le meilleur talisman du succès. Ce fait est plus typique en France que partout ailleurs. Au temps de la République de Weimar, les classes dirigeantes d'Allemagne s'appuyaient sur de grands partis aux organismes formidables à la discipline sévère. Dans la République française, avec son scrutin uninominal, le capitalisme se contente d'acheter des individus qui lui servent de démarcheurs politiques et d'hommes de paille facilement remplaçables. Tout le monde sait que les hommes de droite, les Louis Marin, les Désiré Ferry, sont les représentants du Comité des Forges au Parlement ; néanmoins, celui-ci utilise pour ses projets le député radical André Hesse, récemment compromis dans l'affaire Stavisky. En politique comme en finances, le proverbe du bourgeois français est qu'« on ne doit jamais mettre tous ses œufs dans le même panier ».

Il faut se garder de voir systématiquement dans des différences de partis des frontières de classe, mais ceci dit, il n'en reste pas moins que le parti radical, par ses traditions, son langage, sa politique et son absence d'idées, représente assez bien les intérêts matériels et moraux de la petite bourgeoisie provinciale, son incroyable ignorance et son incurable prétention. C'est à ces politiciens qu'était échue la tâche de piloter

# Du Radicalisme à LES JOURNÉES

le vaisseau capitaliste entre les courants furieux de la crise mondiale. Que de pareilles gens aient échoué, on le comprend sans peine ; mais avec leur échec, c'est la vieille constitution parlementaire et conservatrice de 1875 qui tombe en poussière, entraînant dans sa ruine celle du libéralisme politique et économique.

### BLOC DES GAUCHES ET UNION NATIONALE

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'une politique radicale, c'est-à-dire une politique défendant systématiquement les intérêts de la petite bourgeoisie contre l'extension du capitalisme, est devenue impossible. Mais jusqu'ici, la faillite de toute politique radicale ne signifiait pas la faillite du parti radical, ni d'une politique des gauches opposée à celle des droites. Malgré l'anarchie du parlementarisme français avec sa poussière de groupes sans bases sociales nettes, la politique bourgeoise s'est cependant manifestée depuis la guerre par le grand jeu de bascule entre l'Union nationale et le Bloc des gauches. Dans l'Union nationale, la direction réelle de l'Etat revient aux partis de la droite et du centre, qui représentent le mieux la volonté de l'industrie lourde et des grandes banques de crédit (y compris la Banque de France). De 1920 à 1924, l'Union nationale restera synonyme des formidables prélèvements en nature exercés sur l'Allemagne au profit exclusif de la grande industrie : réparations et occupation de la Ruhr, telles auront été les conséquences de cette époque historique. De 1926 à 1932, c'est la dictature incontestée du « mur d'argent », de la haute banque de crédit, pour laquelle travaillent les Sganarelle du radicalisme. C'est le règne politique de Poincaré, le notaire, et de Tardieu, le requin. En face, le Bloc des gauches utilise la vieille mystique républicaine et pacifiste des masses en faveur de la politique d'exportation et d'ententes économiques des grandes banques d'affaires. Un homme représente à lui seul le Cartel des gauches : Horace Finaly, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'homme de la guerre du Maroc et de la paix à Genève ! En mai 1932, le parti radical revient seul au pouvoir, afin de « résoudre la crise par des accords économiques internationaux et une réduction des armements ». Dernière cartouche du libéralisme financier, à laquelle le parti socialiste et la C.G.T., en donnant leur appui aux gouvernements de gauche, accrochèrent les espérances d'un prolétariat plein d'illusions ! Les échecs de la Conférence de Londres (juillet 1933) et de la Conférence du désarmement mirent le point final à ces tentatives de sauvetage, mortes aussitôt qu'esquissées. Partout, le capital se replie dans les frontières nationales ; en France, cette tendance se manifestera par une offensive violente en faveur de la déflation, c'est-à-dire de la réduction des prix de revient par celle des salaires. Partis de gauche et partis de droite, de Roy et Caillaux à Tardieu et Flandin, la bourgeoisie refera derrière le décor parlementaire sa profonde unité sur le terrain des exigences économiques. Dans la coulisse, se prépare la nouvelle union nationale qui doit mater toutes les résistances ouvrières et populaires, pendant qu'une cascade de gouvernements radicaux s'agitent ridiculement et augmentent leur propre discrédit auprès des masses populaires : Daladier, Sarraut, Chautemps défilent comme les teintes fugitives d'un kaléidoscope parlementaire, quand éclate brusquement le scandale Stavisky, aussitôt exploité par la droite.

### DE STAVISKY AU FASCISME

Stavisky, escroc classique et de grande envergure, appartient à cette jungle d'aventuriers tolérés par le capitalisme de la même manière que les brigands par les châteaux féodaux. A notre époque de crise où les capitaux flottants ne trouvent pas à se fixer dans des entreprises, l'atmosphère est singulièrement favorable aux escrocs qui suppléent par leur ingéniosité verbale et financière à la baisse catastrophique du taux de profit. En dehors des multiples péripéties qui sont connues du lecteur, l'affaire Stavisky remet en lumière deux traits extrêmement importants du parlementarisme bourgeois : le premier, qu'on avait déjà constaté à l'époque du Panama, réside dans la liaison personnelle et matérielle de la plupart des parlementaires avec des capitalistes. Sans en être la seule cause, la forme du régime parlementaire français y conduit

# L'Union Nationale

DE FÉVRIER

presque nécessairement. Le deuxième trait, c'est la toute-puissance réelle des hauts fonctionnaires, armature de l'Etat bourgeois : policiers, magistrats, chefs de service, généraux tiennent leur pouvoir, non des politiciens changeants qui se séparent du titre de ministres, mais de groupes capitalistes dont ils servent les intérêts, contre ceux d'autres groupes concurrents.

Contrairement aux partis de gauche, qui avaient assez timidement réagi contre Tardieu au temps de l'affaire Oustric, la droite, plus audacieuse, a transformé en bélier antiradical et antiparlementaire les armes que lui fournissait le scandale Stavisky. Sans même recourir à un vote, elle a jeté bas le gouvernement corrompu de Chautemps. Mais l'offensive des parlementaires de droite trouve son complément indispensable dans celle de la grande presse dite « d'information », offensive qui est — signe des temps — dirigée non seulement contre le parti radical, mais contre le parlementarisme tel qu'il fonctionne. La grande presse se met immédiatement au niveau des « Philippiques » de M. Tardieu dans l'illustration, en demandant — sur quel ton ! — une révision de la Constitution, dans le début de janvier, la bourgeoisie cherche le pouls de la rue. Elle envoie d'abord, à titre d'essai, les camelots du roy déraciner les arbres et crier « au voleur ». A chaque manifestation, la foule des sympathisants à l'action directe antiparlementaire grandit. L'heure du fascisme va-t-elle sonner ?

Beaucoup le croient : le général Weygand, commandant de l'armée française, n'est-il pas président de la Ligue des Croix de Feu ? M. Chiappe, préfet de police, ne laisse-t-il pas les bandes armées se faire la main sur le boulevard Saint-Germain ? Enfin, l'Union nationale des Combattants décide de manifester le dimanche 4 février pour « la propreté et l'honneur » (sic). (Rappelons que le président de cette association a bénéficié des largesses de l'escroc.)

L'Union nationale des Combattants, qui date de la guerre et se prétend apolitique, n'est pas une véritable formation fasciste. Elle sert plutôt d'agence électorale aux partis de droite et du centre. Son groupe de la région parisienne, peuplé de boutiquiers et d'employés, est le meilleur serviteur des conseillers municipaux de Paris, que le récent scandale du Métro (1) nous montre une fois de plus dans le rôle de prévaricateurs.

Quant aux véritables ligues fascistes, elles se sont singulièrement développées à la lumière du scandale Stavisky. A côté des vieux groupes de l'Action française et des Jeunesses patriotes, on trouve l'Association des Croix de Feu et des Bris-cards, la plus redoutable de toutes, qui peut mobiliser 10.000 combattants disciplinés et qui est en liaison avec le Grand Etat-major ; puis les Francistes et la Solidarité française, cette dernière montée par les millions de Coty, toutes les deux fortement empreintes d'antisémitisme, s'alignent avec des uniformes et des mots d'ordre calqués sur ceux des hitlériens.

A combien peut-on évaluer les troupes fascistes de tout genre ? 30.000 peut-être, dans la région parisienne. Mais il faut ajouter à ce nombre tous ceux des départements limitrophes qui, comme l'a montré l'émeute du 6 février, sont appelés à Paris pour les coups durs.

## LES JOURNEES DES 6 ET 7 FEVRIER

Rien ne montre mieux le désarroi du radicalisme, ses velléités d'énergie et, en définitive, son incommensurable lâcheté que les événements qui marquèrent la constitution et les actes du gouvernement Daladier.

Daladier repousse les socialistes et forme d'abord un cabinet d'Union nationale appuyé par le grand Etat-major, la haute banque et M. Chiappe lui-même. Mais, abandonné par le groupe parlementaire socialiste, irrédutiblement opposé à la présence de Chiappe à la préfecture, Daladier voit la droite se retirer sous sa tente et préparer en sourdine le coup de

force à la fois parlementaire et extra-parlementaire qui imposera à la gauche terrorisée l'Union nationale. Alors se produit la volte-face brusque du gouvernement : Daladier débarque Chiappe pour s'assurer l'appui des socialistes. Il perd à droite ce qu'il gagne à gauche, et nos radicaux, de pâles capitularis qu'ils étaient, deviennent subitement de farouches jacobins, des défenseurs héroïques de la République sociale !

L'antagonisme qui sépare, chaque jour les forces de la grande bourgeoisie réactionnaire de celles des masses ouvrières et petites-bourgeoises de province, va trouver son expression vivante dans la personne de Chiappe. Chiappe, homme de « gauche », qui doit son succès à ses influences maçonniques, a utilisé le poste de confiance où la République l'avait appelé pour acquérir vis-à-vis des différents partis parlementaires une indépendance redoutable. En couvrant les affairistes et les escrocs qui pullulent à l'Hôtel de Ville, il a gagné la confiance et la reconnaissance de la bourgeoisie parisienne. Par ses chantages, il en impose aux parlementaires qui oseraient demander sa tête. Enfin, il a transformé la police en une caste privée soumise à son influence personnelle. Chiappe, c'est l'homme que la bourgeoisie parisienne réactionnaire dresse contre la petite-bourgeoisie provinciale et républicaine. La défense de Chiappe est le signe avant-coureur de la centralisation chère à la bourgeoisie qui voit dans l'Etat fasciste totalitaire la forme enfin trouvée d'une dictature sans frein sur toutes les classes de la population.

Mais alors que la bourgeoisie descend dans la rue au cri précis de « Vive Chiappe », les forces démocratiques, de par leur composition bigarrée sont en plein désarroi. A leur tête, un gouvernement sans prestige, usé avant que de naître par les scandales parlementaires, et ses compromissions de couloir, enfin un gouvernement qui, A PARIS, NE PEUT S'AP-PUYER SUR UNE CLASSE BIEN DEFINIE DU PEUPLE. L'aide du prolétariat lui fait défaut pour deux raisons : d'abord, il y a longtemps que le prolétariat, en majorité communiste ou socialiste, poursuit de sa haine ou de son mépris le radicalisme antiouvrier, féroce dans sa répression des manifestations prolétaires, lâche et corrompu devant la bourgeoisie ; enfin, le gouvernement lui-même ne veut pas du soutien actif de la classe ouvrière. En face des projets lancés par le parti socialiste et la C. G. T. d'appeler les ouvriers à contre-manifester, Daladier se refuse sous prétexte d'empêcher la guerre civile. En réalité, il a peur des conséquences révolutionnaires d'une levée du prolétariat. La République lui importe moins que l'ordre bourgeois. Sa véritable pensée, nous la trouvons exprimée dans un journal gouvernemental, « La Petite Gironde », qui, s'adressant aux manifestants bourgeois, leur dit : « N'OUVREZ PAS (aux ouvriers) LA ROUTE DE L'INSURRECTION. DES FAUBOURGS AU PALAIS-BOURBON, LA ROUTE EST LONGUE. ELLE EST BORDEE DE VOS MAISONS, DE VOS BOUTIQUES ET DE VOS BANQUES. REFLECHISSEZ... » La petite bourgeoisie radicale, celle qui élisait Ledru-Rollin, Clemenceau et Floquet, n'existe plus à Paris comme force sociale. A quoi cela tient-il ? Au fait suivant : LE PARIS DU 20<sup>e</sup> SIECLE N'EST PLUS CELUI DU 19<sup>e</sup>. Au siècle dernier, maîtres, artisans, prolétaires, petits bourgeois et aussi les bourgeois cohabitaient dans les mêmes rues du centre de la capitale, à quelques centaines de mètres des Tuileries : le fusil de l'ouvrier valait celui du garde national. Toute la politique urbaine de Napoléon III et du baron Haussmann, politique favorisée d'ailleurs par le développement de la grande industrie, a été de rejeter la population ouvrière à la périphérie de la ville, et d'édifier dans le centre et l'ouest des quartiers bourgeois. Aujourd'hui, l'échoppe de l'artisan républicain ou socialiste a fait place au magasin d'articles de luxe, rue de Rivoli ou avenue de l'Opéra, et le boutiquier parisien est beaucoup plus proche de ses clients, bourgeois de France, d'Angleterre ou d'Amérique, que du prolétariat qu'il ne voit pas, qu'il hait et redoute à la fois pour son esprit « communal ». Le commerçant parisien et sa séquelle d'employés abrutis et exploités, telles sont les bases de la réaction et du fascisme parisiens. A l'aide d'un mode de scrutin insensé qui donne aux quartiers bourgeois 30 à 40 fois plus d'importance qu'aux quartiers ouvriers (400 voix dans le 1<sup>er</sup> arrondissement pour 12.000 dans le 19<sup>e</sup> par conseiller élu), cette bourgeoisie aussi arrogante que bornée domine le Conseil municipal et représente le « peuple de Paris » pour les thuriféraires intéressés de la grande presse. Quant au prolétariat, le développement urbaniste tend à le rejeter de plus en plus en banlieue et en grande banlieue, autour des usines géantes de l'industrie mécanique. Dans cette double polarisation sociale et géographique, la petite bourgeoisie radicale a disparu, écartelée par les forces de l'évolution économique.

(1) Voir la campagne menée par le Populaire.

Cette masse bourgeoise, pleine de haine à l'évocation des souvenirs humiliants de la Commune révolutionnaire de 1871, va dresser contre le Parlement de « provinciaux » sa propre commune blanche, s'appuyant, d'une part sur la municipalité de Paris et sa police et ses anciens combattants, d'autre part, sur les bandes fascistes qui trouvent un recrutement facile parmi les milliers d'étudiants et de jeunes employés crétinisés par les curés et les patrons.

Cette masse bourgeoise, par ses encouragements et ses cris, créera l'atmosphère favorable au développement de l'émeute fasciste. Elle sera flanquée, les 6 et 7 février, par des bandes de souteneurs et d'apaches venus des bas-fonds, et qu'elle récompensera, involontairement peut-être, en les laissant faire main-basse sur les étalages de ses boutiques.

L'armée « de l'ordre, de la propriété et de l'honneur » est ainsi rassemblée, avec sa masse de manœuvre bourgeoise, ses bataillons de choc fascistes, et ses flancs de garde de marqueurs avariés, avec, comme caution morale et constitutionnelle, la majorité pourrie du Conseil municipal.

En face d'elle, un gouvernement isolé, sans appui social dans la capitale, parlant de défense républicaine sans y croire, armant d'abord, puis désarmant ses forces militaires, proclamant sa volonté de tenir, puis démissionnant. Un gouvernement de velléitaires indécis transposant dans la guerre de rues ce manque de franchise et de courage qu'il avait montré dans le déplacement de Chiappe, un gouvernement qui passe de la flatterie au coup de poing, puis revient à la flatterie.

Six colonnes fascistes monteront à l'assaut du Palais-Bourbon, l'encerclant de tous côtés. Les groupements s'étaient répartis le travail, donnant ainsi un bel exemple de front unique au prolétariat divisé.

Les forces de défense étaient, du point de vue technique, absolument insuffisantes et au-dessous de leur tâche. Soit trahison du côté de l'Etat-major policier et militaire, soit désarroi gouvernemental, la tactique utilisée, qui consistait à abandonner le terrain aux manifestants, ne servit qu'à prolonger l'émeute et renforcer dans le sang des victimes la volonté de lutte parfois indécise de ceux-ci. Enfin, la masse des anciens combattants de l'U.N.C., moins militarisée, mais plus nombreuse que celle des Croix de Feu, servit de couverture aux manœuvres des groupes de combat fascistes plus mobiles qu'elle-même. Malgré une énorme majorité parlementaire, malgré la résistance de Frot et de Cot, ministres de l'Intérieur et de l'Air, les autres membres du gouvernement, y compris Daladier, cèdent à la clameur de haine qui monte des colonnes de la grande presse comme des rangs de la bourgeoisie. Le lendemain, mercredi 7 février, il est clair que les fascistes reprendront l'assaut avec des armes plus perfectionnées. Le mardi, en effet, ils ne s'étaient servis que de rasoirs, coutelas et pistolets. Mais le mercredi, les chefs des anciens combattants « donnent l'ordre à leurs adhérents de « descendre dans la rue, cette fois les armes à la main ». (« Echo de Paris », 8 février.) Il n'est pas jusqu'à cette vieille baderne de maréchal Lyautey qui décide de marcher à leur tête (sic). Sans exagérer les rodomontades des ligues réactionnaires, le gouvernement, pour résister, aurait cependant été contraint de sortir les mitrailleuses qu'il tenait cachées à l'Ecole Militaire. Or nous avons déjà expliqué qu'aucune résistance ne pouvait se faire sans être appuyée sur les masses ouvrières, et le gouvernement Daladier ne pouvait avoir cet appui.

### LE MINISTRE DE LA « TREVE »

« Il ne s'agit pas d'une émeute, mais d'une révolution », déclare le 3 février le muflé sanglant de Kérillis ; et ce stépendi des marchands de canons ajoute sans vergogne : « Nous venons de vivre des heures qui prennent la suite des « trois glorieuses » ou des journées de Juin 1848 (sic). Quelque chose doit passer ! Quelque chose doit changer ! » (souligné par nous). Laisant de côté le rapprochement grotesque et ignoble entre les mercenaires du capital et les héroïques ouvriers parisiens de 1830 et 1848, nous voyons qu'à juste titre, d'ailleurs, les fascistes se considèrent comme les vainqueurs exigeants de ces deux journées. Pour la première fois, ils ont réussi à briser la légalité républicaine et dicter leur volonté à des politiciens terrorisés. Certes, il est encore trop tôt pour imposer au pays une dictature de terreur blanche ; les fascistes se contenteront d'un ministère d'union nationale où entrent leurs protecteurs bienveillants du Parlement et, à leur tête, l'apprenti dictateur Tardieu. Justement, Doumergue, avec son sourire de réclame, sa réputation de Joseph Prudhomme, sa légende de « sauveur des petites gens », est l'homme d'Etat capable non seulement de « mettre en gaité les oiseaux des Tuileries » (presse dixit), mais de calmer la bourgeoisie provinciale et républicaine troublée par la « Commune blanche »

de Paris. Dans son triumvirat, il est flanqué de Herriot, qui, sa corde au cou, apporte sur l'autel sanglant du capital la reddition du radicalisme, et de Tardieu qui voudrait faire en France ce qu'Hugenberg a raté en Allemagne : une dictature ploutocratique.

Deux tendances contradictoires en apparence guident les tenants de l'Union nationale. La bourgeoisie et son personnel politique, avec une significative unanimité, savent que la machine parlementaire est aujourd'hui incapable d'assurer une protection efficace et « rapide » aux entreprises du capitalisme. Une révision de la Constitution, et pour commencer une mise en veilleuse des droits du Parlement, leur paraissent une méthode soporifique suffisamment agissante pour amputer le peuple de ses quelques prérogatives politiques sans grande réaction de sa part. Le vote massif du budget, les pleins pouvoirs en matière de finances, le renvoi de la Chambre pour plusieurs mois sont les premières étapes du renforcement dictatorial du pouvoir exécutif qui doit être achevé à la veille des prochains conflits impérialistes. L'union nationale est ainsi, pour certaines fractions bourgeoises, un moindre mal contre la marée fasciste avec son cortège de barbarie médiévale. En réalité, et les partisans de ce moindre mal le savent parfaitement, l'union nationale est un merveilleux rempart derrière lequel s'abritent les bataillons fascistes en voie de rassemblement. Doumergue laisse les ouvriers faire la grève générale du 12 février sans répression (ce qui ne l'empêche pas de frapper durement l'avant-garde révolutionnaire, le soir du 9 février) : mais ne sait-il pas que le spectacle de la force ouvrière. « SI PAR MALHEUR ELLE N'ETAIT PAS SUIVIE DE LENDEMAIN », hâterait davantage la cohésion des forces fascistes. Quant au masque hypocrite de l'apaisement à gauche comme à droite, les politiciens bourgeois n'ignorent pas l'usage qu'en font les chefs fascistes. Parlant du ministère, le colonel « de la Rocque », président des « Croix de Feu », déclare que « c'est un pansement provisoire sur la gangrène. N'arrachons pas le pansement, mais restons sur nos gardes. Disposons-nous à nettoyer la gangrène qui ne tardera point à déborder ».

En résumé, l'union nationale est une tentative de parlementarisme bourgeois de se survivre à lui-même en se mutilant, en même temps qu'une étape transitoire, un pas en avant vers le fascisme et sa propre suppression. Ce dualisme impose à cette forme de gouvernement une existence instable qui peut aller d'un libéralisme momentané dont le prolétariat ne saurait être dupe à une dictature répressive anti-ouvrière et anti-démocratique dont la soirée du 9 février ne nous donne qu'un faible avant-goût. De la même façon, en Allemagne, Von Papen, pour éviter Hitler, a préparé par ses illégalités répétées (coup d'Etat en Prusse, suppression de la presse ouvrière) le terrain à la dictature de celui-ci. De la même façon, Dollfus, en abattant la socialdémocratie, dispense le fascisme de ce travail d'épuration réactionnaire. De la même façon, la République de 1848, qui défendit « l'ordre, la famille et la religion contre l'anarchie » (c'est-à-dire les travailleurs parisiens), fut balayée par le futur Napoléon III au nom de l'ordre, de la famille et de la religion ! Tel est le sort que l'Histoire réserve à ce genre de gouvernement. Que les travailleurs, que les antifascistes ne s'y trompent pas ! Les nuages sombres s'accablent dans le ciel bleu horizon de l'Union nationale.

MICHEL COLLINET.

## ÉTUDES SOCIALES

23, rue Mouffetard — Paris-5<sup>e</sup>

### DEMOCRATIE, FASCISME, SOCIALISME

**Mercredi 7 mars** : Les libertés démocratiques, leur origine et leur signification dans les luttes ouvrières.

**Mercredi 14 mars** : Comment le jeu des libertés démocratiques est faussé par l'emprise du capitalisme sur la vie et les institutions publiques.

**Mercredi 21 mars** : Le programme anti-fasciste de transition : a) revendications économiques ; b) revendications politiques ; c) plan d'action.

**Mercredi 28 mars** : Nature du fascisme — rôle des classes moyennes et des classes dirigeantes dans son aboutissement.

INVITATION A TOUS

# Ouvriers, voilà ce qu'est le fascisme !

Nous tirons de l'organe du Parti Socialiste Ouvrier Allemand « Die Neue Front », n° 3, les renseignements suivants sur la nouvelle « Loi du travail national » promulguée par Hitler le 12 janvier. Cette loi doit entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> mai de cette année comme pour ajouter une provocation nouvelle aux parades nazistes qui se dérouleront ce jour-là. Elle ne s'applique qu'à l'industrie privée.

La loi introduit d'abord un nouveau langage, typiquement nazi. Le patron d'usine est appelé le « Führer » de l'entreprise. Les ouvriers forment la « Gefolgschaft », mot qui signifie à peu près : la masse qui suit. Comme on voit, l'abolition des divisions de classe consiste à faire du capitalisme le maître et du prolétariat le troupeau des élèves, ou plutôt des sujets.

Les premières phrases de la Loi sont les suivantes : « Le Führer de l'entreprise décide en face de la Gefolgschaft dans toutes les occasions qui intéressent l'entreprise. Il dit veiller au bonheur de la Gefolgschaft. Celle-ci doit lui témoigner la fidélité que fonde la communauté du travail de l'usine. »

Ensuite la Loi abroge nommément la totalité de la législation sociale établie sous la république honnie : La « Loi des entreprises » (celle qui instituait les fameux « conseils d'entreprises » élus par les ouvriers au scrutin libre) la « Loi des tarifs », qui fixait des limites inférieures aux salaires en rapport avec les prix de production, le droit de coalition, le droit de grève, la loi d'arbitrage (celle qui pourtant n'était pénétrée que de l'esprit réformiste), la loi qui instituait les contrats collectifs, la loi qui réglementait le lock-out, les lois sur la sécurité, tout cela est rayé. A leur place, se substituent la volonté et les décisions personnelles du Führer de l'entreprise qui, dans tous les domaines cités, doivent être « exécutées avec obéissance par la Gefolgschaft » (sic).

En dehors de cette volonté que rien ne réglemente pour le moment, sinon les principes généraux de la politique économique « unitaire » politique dont le dictateur officiel est .... le baron industriel Thyssen ! la Loi ne reconnaît que trois instances.

La première est constituée par les « Treuhänder der Arbeit », ce qui signifie à peu près : « inspecteurs fidèles du travail » ; ce sont des sortes de préfets nommés pour chaque district de l'économie par le gouvernement, et qui peuvent décider en lieu et place des patrons, soit sur injonction du gouvernement, soit sur demande des « syndicats » totalitaires unitaires et nazistes, soit enfin à la suite d'un appel direct des ouvriers, dans les conditions qu'on lira plus loin. Ces hommes sont déjà, pour la plupart, nommés : en dehors de vieilles créatures de liaison entre les industriels et le parti nazi, on n'y trouve que ... des patrons !

La seconde instance tolérée par la loi est le « conseil de confiance » — encore le jargon nazi de « l'abolition des classes » — destiné à remplacer l'ancien conseil d'entreprise et composé « d'hommes de confiance » élus tous les ans en mars sur une liste unique (1) élaborée

par le patron et le secrétaire de la cellule nazi (1) Ce « Conseil » est convoqué par le patron en cas de besoin. C'est ce « Conseil » qui a le droit de mobiliser les « Treuhänder », et c'est d'ailleurs là son seul rôle.

Enfin, la loi institue des « tribunaux d'honneur », composés d'un juge professionnel (une sorte de prud'homme), d'un patron, et d'un ouvrier nommé... par le parti nazi (!) Leurs dix tâches sont d'abord de réprimer « les cas de surexploitation méchante ou déshonorante des ouvriers par le patron » — ce pourquoi ils peuvent déposséder le patron de ses droits de direction (mais non de ses droits économiques) — et ensuite, pour les neuf autres tâches sur dix, de réprimer le mauvais travail des ouvriers, c'est-à-dire le manque de discipline ou d'ardeur, l'intention de troubler la paix du travail, ou d'exciter la « Gefolgschaft », « l'appel trop fréquent des Treuhänder » (sic), le fait, pour les hommes de confiance, de s'attribuer trop de pouvoir dans l'entreprise, etc.

Telle est la grande loi de rénovation. Nous voulons, pour cette lois, nous limiter à quelques remarques.

D'abord « qu'on n'accuse pas Hitler de « trahison ». Dans ce qu'il avait promis, il n'y avait d'essentiellement différent qu'une tonalité destinée à la démagogie. Dans le fond, il s'agissait toujours de sceller entre les « bons » capitalistes et les vrais ouvriers « allemands » l'union de paix et d' « obéissance dans l'honneur » qui reçoit aujourd'hui sa définition concrète. Ceux qui avaient toujours

bien vu, c'étaient les industriels qui avaient subventionné Hitler pendant des années. Ceux-là reçoivent aujourd'hui pour leur argent, suivant l'expression de Georges Benhard, un intérêt de 1.000 0/0. Cette loi doit lever les dernières incertitudes qui pouvaient régner sur le fascisme : il est un instrument du grand capital et de l'industrie de guerre, un valet servile des patrons. Si les ouvriers français méditent sur cette loi, ils sauront réserver aux démagogues éhontés du « gouvernement fort » et de l' « ordre dans la nation » l'accueil qu'ils méritent ; il se pénétreront de cette idée que tous ces mots sonores ne recouvrent, à côté de l'esclavage politique que le pire régime de misère économique et de surexploitation.

Ils éprouveront enfin, sur un exemple hélas ! tragique, la justesse des conceptions internationales du marxisme. Car il est clair que la Loi de jugulation effectivement « totalitaire » du prolétariat allemand se traduira par une baisse des prix des produits allemands, une concurrence aggravée à l'industrie française, et une nécessité pour celle-ci d'abaisser à son tour les prix de revient, c'est-à-dire de comprimer les prix et les places. Le plus grave serait que, de la misère accrue qui en résultera, ce fût encore le fascisme, dans sa section française, qui en profitât.

A tous les militants qui ont gardé une conscience socialiste d'empêcher que se réalise un tel défi historique.

Jean PRADER.

## NÉO-SOCIALISME (Bernard Grasset Editeur)

Néo-socialisme, tel est le titre, mais le contenu en tient-il la promesse ? Nous n'irons pas jusqu'à demander à Marquet, Montagnon et Déat, d'être socialistes, mais nous avons le droit de nous montrer exigeants en ce qui concerne le neuf.

Ces trois discours (1) furent, paraît-il, des éclairs dans l'atmosphère terne des congrès du parti socialiste. Et ce fait serait certainement miraculeux si l'on ignorait l'infinité platitude des débats qui se déroulent habituellement à ces congrès.

« Ancien » et « nouveau » sont des qualificatifs ici inapplicables. Quand ces essais n'appellent pas invinciblement le mot de contorsions, ils font l'effet des gestes gauches, désespérés et infructueux de l'homme épuisé qui veut « en sortir ». Nous ne nous arrêterons pas aux contorsions, principalement en l'occurrence les commentaires de Bonnelous, emporté par son désir de servir.

Les deux premiers textes, celui de Montagnon et celui de Marquet, se caractérisent par un total manque d'intérêt et par l'absence complète de toute justification théorique. D'abord, variations tristes autour du mot « crise » : crise du capitalisme « qui travaille contre nous » ; crise du socialisme, dont l'immobilité inquiète. A partir de ce moment, les solutions ne nous sont plus ménagées. Il s'agit de restaurer l'Etat dans sa pleine autorité. On ne reculera devant rien. S'il le faut, on « s'emparera » du gouvernement (on sait ce que parler veut dire). N'est-il pas plus facile de faire la révolution du gouvernement que contre tout gouvernement ?

Tout de même, Déat est d'une autre qua-

lité. Pour lui, en ces époques déchirées par les antagonismes sociaux, l'Etat demeure en équilibre sous l'action des forces contraires. Si à ce moment une équipe au pouvoir décide de « restaurer l'autorité de l'Etat », alors celui-ci peut, par son action, décider du résultat des luttes en cours. Ajoutons à cela le repli des nations sur elles-mêmes, produit d'une concurrence exacerbée, et nous aurons tout le néo-socialisme. Bien entendu, il semble presque inutile d'ajouter que seuls des gens à l'esprit obnubilé par la politiciaille quotidienne peuvent s'imaginer ainsi l'Etat hors de la société.

Par ailleurs, le discours de Déat contient certaines réflexions intéressantes, et d'autres parfaitement saugrenues. Parmi les premières, il est indispensable d'en citer une, relative à la démocratie : La démocratie n'est qu'une forme, elle vaut ce que vaut la classe qui l'utilise et le prolétariat la concrétisera par la dictature des masses.

Il est devenu courant de traiter le néo-socialisme de mouvement néo-fasciste. Or, on ne peut mettre en doute que le fascisme est effectivement un mouvement doué d'une vie considérable ; ce qui pour nous sépare le fascisme du néo-socialisme, c'est que ce dernier n'est pas un mouvement, mais une immobilité. Né d'un soubresaut parlementaire, il est destiné à s'enliser dans le parlement. Les portefeuilles ne pourront guère le sauver, ils ne feront que consacrer sa mort.

MARCO VIVIER.

(1) Il s'agit des discours prononcés par Marquet, Montagnon et Déat lors du congrès du juillet dernier du Parti socialiste.

Depuis le développement du mouvement national-socialiste en Allemagne, et surtout depuis son triomphe, on constate un peu partout, et parfois dans les esprits les moins désignés jusque là pour le subir, une sorte de vertige devant l'hitlérisme et sa démagogie. A vrai dire, les premiers responsables de ce vertige ont été les révolutionnaires, coupables de n'avoir pas dès le début, stigmatisé comme il le fallait la vague de profonde régression psychique et morale que recouvrait mal le verbiage hurlant de la « révolution » fasciste. Les communistes les premiers ont accrédité la légende des prétendues aspirations révolutionnaires de la masse hitlérienne, dont le comportement faussé par l'influence des chefs, cachait, paraît-il, les meilleures intentions.

Le thème a été repris après eux et on a eu trop souvent tendance à considérer que les troupes hitlériennes péchaient plus par malentendu que par vice et soutenaient la réaction sociale sans y être attachées de cœur.

Les fascistes italiens, à une époque où le mouvement ouvrier avait plus qu'aujourd'hui la conscience de sa nature et de ses buts, n'avaient guère rencontré semblable indulgence. Dans l'affaissement général de la conscience révolutionnaire qui caractérise la période présente, on a abandonné sans difficulté au troupeau déchaîné de la plus effroyable réaction, le droit de souiller en les adoptant le nom et l'idée de révolution.

Où peut bien se trouver l'aspiration révolutionnaire dans la mentalité fasciste ? On a cru sans doute en déceler la présence dans l'appel constant fait par les fascistes à la révolte du peuple contre des oppresseurs puissants qui le bafouent et le grugent, dans les sarcasmes répétés à l'égard des gens en place, dans l'invitation à un nettoyage purificateur de la société par l'élimination du mercantilisme et de la corruption, dans le désir d'une rénovation par la masse du peuple d'institutions vermoulues, enfin dans l'évocation d'une fraternité populaire honnête et naïve, âme prétendue du mouvement. On a crié contre les puissants du moment, on a fait fraterniser le pauvre monde. Voilà une attitude peu conforme évidemment aux habitudes d'un tory anglais ou d'un lecteur pondéré du *Temps*. C'est par rapport à ce type moyen de conservateur bourgeois, tel qu'il a existé et existe encore, surtout d'ailleurs dans les pays évolués, et au public qui se façonne à son image, que l'hitlérisme apparaît à certains comme un phénomène nouveau, faisant appel à des sentiments jusque là réputés subversifs, et étrangers à la mentalité réactionnaire.

Il y a là, selon nous, une erreur de perspective qui provient à la fois d'une analyse inexacte de la psychologie fasciste, et d'une méconnaissance des ressorts psychiques les plus traditionnels de l'extrémisme réactionnaire.

## LES FASCISTES ET LE POUVOIR

Les fascistes s'en prennent à la puissance établie. Mais à quelle puissance et dans quel esprit ? La haine du puissant et de l'opresseur n'est une attitude révolutionnaire que dans la mesure où l'opresseur symbolise plus généralement toute tyrannie de l'homme sur l'homme, et sa disparition la fin de cette tyrannie. Que symbolisent aux yeux des fascistes les « gouvernants » qu'ils détestent ? *Toujours la timidité dans l'exercice du pouvoir, jamais le pouvoir lui-même.*

L'objet central de la haine fasciste, est comme chacun sait, l'Etat démocratique, précisément accusé de frayer les voies par son libéralisme, à la désagrégation finale de l'Etat et du pouvoir ; constamment présenté comme le fourrier de la révolution et de l'anarchie, c'est à ce titre seul qu'il est détesté.

Le trait fondamental peut-être de la psychologie fasciste réside dans cette obsession « totalitaire » d'une domination sans fissures et d'une soumission sans débat, ladite obsession s'accompagnant d'un délire, en vertu duquel le plus minime élément de tolérance dans l'exercice de l'autorité est attribué à des influences occultes et scélérates visant à la subversion de l'autorité tout entière. Un pareil comportement à l'égard du pouvoir se place aux antipodes de cette haine foncière contre l'oppression, qui a toujours été le premier élément, comme le plus précieux, d'une conscience révolutionnaire.

La confusion que nous dénonçons ici n'eut d'ailleurs jamais été possible sans le criminel dédain dont la notion

# PSYCHOLOGIE

de liberté est devenue l'objet dans la corruption actuelle du mouvement ouvrier.

Mais venons-en au détail et examinons de près toute la gamme des griefs exprimés par les fascistes à l'égard de l'autorité démocratique. Un des domaines les plus importants où elle manifeste selon eux sa faiblesse est celui de la répression.

L'autorité dont rêve le fascisme est celle qui écrase et anéantit par la force quiconque ose faire de la force un objet de discussion, et nous savons jusqu'à quel point le délire fasciste est chatouilleux en cette matière. Loin de répondre à cet idéal, l'Etat démocratique accepte de discuter les coups qu'il porte, et finalement n'en porte que d'insignifiants : par cette attitude, il se range lui-même, tout puissant qu'il est, parmi les faibles qu'il eût dû sans pitié maintenir à leur place, et dès lors mérite exactement le même traitement qu'eux ; la destruction radicale. Ainsi c'est le culte de la violence répressive qui constitue l'aliment principal de la frénésie « révolutionnaire » des fascistes en face des pouvoirs établis.

Mais comment conçoivent-ils l'autorité réprimante ? Chacun sait qu'ils reprochent constamment à l'autorité démocratique son caractère impersonnel. Les pays démocratiques ont bien des chefs d'Etat Présidents de République, chefs de cabinets ou ministres, mais ceux-ci dépendent d'une assemblée aux mille têtes sujette au changement et à l'indécision et où l'on chercherait en vain une volonté directrice et ordonnatrice. La dite volonté ne saurait se trouver, selon les fascistes que dans une personne souveraine. De là la tendresse que les sectateurs du III<sup>e</sup> Reich vouent au souvenir des empereurs germaniques, d'un Frédéric le Grand par exemple, image même du pouvoir personnel. L'idée qui est à l'origine du système représentatif et qui constitue depuis plusieurs siècles la conquête la plus précieuse de civilisation en matière politique, fonde le pouvoir du gouvernement sur le consentement du gouverné ; sans vouloir examiner si les prétendues applications de cette idée n'ont pas été jusqu'ici autant de tromperies, nous constaterons que l'idée elle-même dépasse de beaucoup les limites moyennes du développement d'une tête fasciste. A un milicien allemand ou italien comme à tout lecteur français de l'*Ami du Peuple*, l'organisation sociale apparaît beaucoup plus simplement sous les traits d'un individu en chair et en os, traînant derrière lui un sabre imposant comme remède aux lenteurs oiseuses de la réflexion.



# DU FASCISME

Semblable attitude se range parmi les formes les plus grossières et les plus irrationnelles de la psychologie sociale, et fonde les rapports entre les membres d'une société sur le plaisir aussi instinctif qu'imbécile de commander et d'obéir. Evidemment aucune des Sociétés jusqu'ici connues n'avait pu se passer d'un semblable ressort sans lequel l'oppression de l'homme par l'homme, règle de la société humaine jusqu'à ce jour, eût été impossible à maintenir. Jamais cependant n'était apparue l'exigence, entre celui qui commande et celui qui obéit, de rapports si purement brutaux, et aliénant à ce point tout jugement ; jamais à ce point, les rapports militaires n'avaient prétendu s'imposer à la société tout entière.

## IDEAL D'UNE SOCIÉTÉ MILITAIRE

Une masse révolutionnaire, digne de ce nom est avant tout frappée par l'inconscience qui préside aux destinées du régime capitaliste, de ce déchaînement de forces aveugles, auxquelles elle se sent soumise, et elle est pénétrée de cette idée que son intervention consciente raisonnée et calculée dans le processus économique, pour en régler les rouages et l'évolution peut seule libérer l'humanité et la faire progresser. Son hostilité contre l'Etat parlementaire se fonde sur des griefs contraires à ceux des fascistes ; elle lui reproche de n'être, en dépit des apparences, qu'une machine d'oppression brutale au service de l'anarchie capitaliste, occupée à réprimer les initiatives conscientes des révolutionnaires à contenir leurs énergies réformatrices, ne visant en un mot qu'à mettre l'esprit au cachot et à tenir l'homme dans ses fers.

Pour le petit boutiquier fasciste, ainsi que nous l'écrivons plus haut, l'autorité démocratique est justement coupable de lèse-majesté envers l'Ordre Social ; par son mécanisme, par ses lenteurs, par l'éparpillement de la puissance où « nul ne commande et personne n'obéit » elle engendre le désordre et favorise son synonyme : la Révolution Socialiste. Les maigres conquêtes sociales de la classe ouvrière, les quelques éléments de conscience introduits dans l'Economie enragent fort ce petit bourgeois dont la propriété moribonde ne saurait résister à l'action d'une pensée sociale critique. Aussi réagit-il contre sa misère par une mystique délirante où le pouvoir magique d'un chef sur les choses d'une part, la soumission et la sottise

du sujet d'autre part se substituent à la volonté consciente.

Le trait fondamental de la psychologie fasciste, la foi dans un sauveur, s'explique ainsi : « Finies ces vaines parlottes, dit le petit boutiquier, finies ces tergiversations où les « marxistes » trouvent toujours leur compte ; il me faut un maître qui me dispense de réfléchir ; le sabre qui est le symbole sacré de l'Ordre, qui représente la loi morale déposée par Dieu dans la conscience de chaque individu, dispose d'une puissance incalculable, capable d'exterminer les guerres et de commander aux choses. »



L'idéal d'une Société militaire, l'aspiration à des rapports humains, calqués à tous les degrés de l'échelle sociale sur le modèle des rapports entre le « chef » suprême et ses sujets, constitue l'essence de la philosophie fasciste et apparaît aux tenants de cette conception comme le seul moyen susceptible d'assurer à chacun son existence. Nous pourrions définir cet idéal profondément rétrograde comme une « philosophie d'adjudant » tant il est vrai que les formes de l'autorité désirée s'apparentent étroitement au style militaire et tellement les rapports entre les hommes, dans une Société fasciste, rappellent l'attitude du sous-officier vis-à-vis de ses supérieurs et de ses subordonnés. La férocité dans l'exercice du pouvoir est une revendication première des nazis ; ils s'élèvent contre le libéralisme précisément au nom de cette férocité et ils ne conçoivent leur « chef » que comme un être terrible, sévère, voir sadique, à qui toute indulgence, tout sentiment humain sont étrangers. C'est le portrait même du général d'armée qui ne réussit dans ses calculs et n'exerce une action salvatrice qu'à la condition de se montrer extrêmement cruel dans l'exercice de son autorité et d'imposer à tous une discipline de fer.

Le « Führer » lui ressemble et, dans la Société fasciste, chaque citoyen est un soldat qui obéit passivement et encaisse sans broncher les coups de pieds au derrière, considérant chaque coup de pied comme une marque de l'intérêt supérieur que ses chefs portent au peuple allemand. Ce mépris le plus complet pour ce qu'on nomme la liberté, sont les traits saillants de cette psychologie, formée à partir de l'« imago » du bon soldat.

Le respect et la peur de l'autorité renforce le désir d'en exercer une parcelle. Notre boutiquier qui présente avec enthousiasme son derrière aux coups, fait aussi des rêves de grandeur ; dans la grande armée fasciste il s'imagine caporal ou sergent et se voit, en possession d'une grande matraque, assommant les adversaires de l'Ordre. Fidèle défenseur du peuple allemand, il s'attribue la noble tâche de participer activement au maintien des lois. Les parlementaires, les ministres, les têtes corrompues des classes dirigeantes s'abandonnaient aux douceurs de la vie et ne brandissaient plus que mollement le sabre exterminateur ; lui, représentant d'une classe qui travaille et qui méprise les jouissances saura se substituer à ces autorités défaillantes et fera respecter l'ordre de la façon la plus énergique, s'identifiant à son « Führer » redouté, il le surpassera en bassesse et en cruauté.

Ce dernier trait psychologique fournit la note dominante du comportement des fascistes. Leur délire sadique, leur rage destructrice s'expliquent par ce mécanisme ; ils rêvent d'une société militaire dont ils conçoivent, ce qui est logique, les rapports humains suivant un type sado-masochiste. L'armée est le modèle de tels rapports ; la négation de l'individu, l'obéissance passive, la servilité à l'égard du plus fort et la férocité envers le plus faible sont à la base de son organisation et de sa conservation. Aussi, est-ce à bon escient qu'ils l'admirent, imitant en cela, comme en bien d'autres choses encore, les vieilles cliques réactionnaires du passé qui ont toujours donné son esprit et ses méthodes en exemple à la société.

## L'ENTHOUSIASME DE LA JEUNESSE

On a maintes fois vanté cette belle jeunesse hitlérienne dont l'enthousiasme, la santé morale, et les aspirations généreuses forment paraît-il un contraste étonnant avec le reste du mouvement. Poussant le paradoxe un peu loin, certains vont jusqu'à lui prêter des sentiments socialistes et la définissent comme une force révolutionnaire. Il s'agit de s'entendre une fois pour toutes sur ce chapitre. Si l'on considère que l'apologie de l'autorité, le sens d'une discipline aveuglément subie, la négation droite de la personne humaine et l'abdication de toute fonction intellectuelle sont les marques suprêmes de l'esprit révolutionnaire, alors, évidemment, la jeunesse fasciste répond à la définition qu'on en donne, elle est une force révolutionnaire. Mais si, comme nous le pensons, des sentiments socialistes s'expriment avant tout dans la haine de l'oppression et du mensonge, s'ils s'accompagnent chez les jeunes d'un ardent désir de vivre libres, de développer leur personnalité et leur conscience, s'ils se confondent avec l'exaltation de valeurs libertaires et profondément humaines, n'hésitons pas à qualifier de réaction-

naire dans ses fins et ses moyens, l'enthousiasme déplacé de la jeunesse naziste.

Anatole France écrivait, à l'époque de l'Affaire Dreyfus que la réaction utilise l'énergie et l'impatience des jeunes en les enrôlant dans l'armée. Ceux qui, dans la vie civile auraient employé leur temps et leurs forces à déparer les rues pour construire des barricades, se dressent contre leurs frères exploités quand ils ont revêtu l'uniforme et qu'on leur place un fusil dans les mains

C'est une bien triste remarque mais qui est malheureusement juste. Les jeunes générations, surtout celles d'après-guerre, se distinguent par leur impatience et leur inconscience ; durement touchées par la crise, précipitées dans le chômage, elles voient leur avenir sacrifié à l'existence d'un régime qui ne leur laisse aucune issue ; désireuses d'agir, elles veulent des solutions immédiates, et, comme elles sont dépourvues de culture et de traditions, elles deviennent la proie facile des pires démagogues. Le fascisme, avec ces jeunes, joue sur le velours. Promettant la Lune et le Soleil, quitte à ne rien donner, il exploite habilement leur désir de solutions rapides : — Qu'avez-vous besoin de réfléchir ? Pourquoi vous inquiéter ? Hitler pourvoiera à tout.

Inversement les révolutionnaires se trouvent devant une tâche ardue ; ils ne peuvent conquérir la jeunesse qu'en lui formant une Conscience, en substituant une claire compréhension de la question sociale à sa soif de réalisations immédiates. Travail d'hercule qui ne peut être entrepris efficacement que par un parti révolutionnaire armé d'une doctrine sûre et de méthodes souples.

La jeunesse hitlérienne partage l'idéal fasciste ; avide d'autorité, corrompue par l'esprit militaire, elle n'aspire qu'à une fraternité de caserne où chacun, sous la trique du chef, ne sera qu'une unité dans le troupeau. C'est ce qui a perdu l'Allemagne.

## CORRUPTION PARLEMENTAIRE

Une autre rengaine « révolutionnaire » des fascistes, c'est la corruption du monde actuel. Le relâchement de l'autorité et la ruine de la discipline sociale ont pour conséquence, selon eux, une dégénérescence morale, une malpropreté envahissante, qui ne peuvent cesser que par une régénération profonde, un renouveau de pureté dont ils se disent les champions. En France déjà les publicistes fascistes emploient, à propos de l'affaire Stavisky, colonnes sur colonnes à décrire « l'abcès » parlementaire, la putréfaction du régime, et appellent à grands cris le coup de balai, le nettoyage purificateur de la révolution nationale.

En quoi consiste donc pour un fasciste la pourriture morale du régime ? Avant tout dans le déchaînement des intérêts individuels, le débridement des appétits, la course aux jouissances que favorise et qu'entretient la faiblesse du pouvoir. Les milieux même qui gravitent autour de ce pouvoir, et que composent les « politiciens pourris » de la République, donnent l'exemple de la corruption et des basses voluptés. Noceurs, jouisseurs, aimant le luxe et les femmes, les politiciens satisfont leurs cyniques désirs aux dépens de la sueur du peuple. Ce qu'il faut avant tout remarquer, c'est que l'accent de la révolte et de l'indignation porte moins, chez les fascistes, sur les privations des uns que sur les jouissances des autres. Le fasciste désirerait faire de la misère qu'il subit une règle commune à laquelle personne ne pût échapper. C'est là réaction classique de l'envie, soutien éternel de l'inégalité parce qu'elle est plus dirigée contre le malheureux qui s'évade de son malheur que contre le riche lui-même. L'évasion de la nécessité, la multiplication des jouissances, que le socialisme se propose comme but, à moins d'être déformé lui-même par un ascétisme réactionnaire, constituent justement pour le fascisme le comble de l'abomination morale.

Autant le fascisme ouvre l'écluse aux instincts agressifs et au sadisme sous toutes ses formes, autant il répudie en idéalisant la privation, les instincts dont la satisfaction favorise le développement de la vie et de l'intelligence, et au premier rang la jouissance sexuelle, symbole ultime à ses yeux de la malpropreté (1). Ce qu'ils décorrent du nom de « pureté » n'est

qu'un alliage monstrueux de férocité débridée et d'appétits viciaux réprimés.

Les bêtes noires du fascisme sont affublées par lui des caractéristiques opposées « marxisme et juiverie » se distinguent à ses yeux par l'esprit d'humanité, l'horreur des armes, qu'ils appellent veulerie, et par le goût des jouissances matérielles, qu'ils appellent saleté.

## LA « REVOLUTION MORALE »

A la corruption du gouvernement parlementaire, accusé de rafler les deniers du peuple et traité couramment dans leur propagande de « gouvernement des coquins et des arrivistes » les fascistes prétendent opposer des institutions politiques à bon marché, dont la probité et l'économie seraient la règle. En fait, rien n'est plus faux et dans leur conception même du Pouvoir ils font une large place aux dépenses somptuaires. Les dirigeants nazis ne peuvent vivre simplement ; partout ils doivent « représenter » et leurs moindres déplacements font l'objet de parade ou le colossal le dispute au clinquant. L'esprit militaire que l'on veut inculquer au peuple se forme et s'entretient par des manifestations de cet ordre et il est toujours dangereux de priver la foule de tels excitants psychiques — sans remonter à l'époque napoléonienne qui en est un exemple classique, l'histoire du dernier règne en Allemagne le montre surabondamment. — Hitler aujourd'hui s'évertue à battre tous les records dans ce domaine et il n'est pas douteux que le coût des parades militaires et les frais de représentation des chefs et cheffailons fascistes excèdent les dépenses somptuaires de l'Etat démocratique. Mais comme le remarquait avec juste raison, Renan, ce qui semble monstrueux pour une assemblée de 500 citoyens habillés comme tout le monde, apparaît parfaitement légitime lorsqu'il s'agit d'une tête couronnée ou d'un dictateur. Les dépenses de l'Etat hitlérien symbolisent le culte de la force et la puissance coercitive de cet Etat. A ce titre elles sont du pain béni pour n'importe quel fasciste.

Dans leurs attaques contre le « bolchevisme culturel » (entendez simplement les idées libérales) les fascistes insistent toujours sur la dissolution de la famille qui entraîne fatalement la ruine du principe d'autorité dans l'Ordre Social, et s'accompagne d'un relâchement général des mœurs, destructeur de toute discipline individuelle. Ces deux grandes conquêtes de la civilisation, l'atténuation de la contrainte que les parents exercent sur leurs enfants et l'émancipation de la femme qui participe de plus en plus activement à la vie sociale, leur apparaissent comme de monstrueux attentats contre la morale. Ils condamnent avec violence les facilités relativement plus grandes de rapprochement entre les sexes, jettent l'interdit sur toutes les manifestations osées de la vie sexuelle, pourchassent l'érotisme jusque dans la danse, le cinéma et le costume de bain. Leur idéal en cette matière se définit par des rapports purement bestiaux empreints de la plus grande brutalité, entre l'homme et la femme. Le fascisme n'éprouve pour cette dernière qu'un mépris souverain, tout symbole féminin est absent de son éthique ; admirateur exclusif de la virilité, il ne commence à prendre la femme en considération que lorsque celle-ci, devenue mère, donne des soldats au peuple allemand. Les jouissances amolissent les guerriers, un bon Allemand doit se garder par une vie chaste et ascétique de ces plaisirs corrupteurs qui épuiseraient son énergie morale et feraient de lui un être efféminé, c'est-à-dire humain et civilisé. Père de famille tyrannique, mari austère et dominateur, moraliste sévère autant que bon soldat il réalise le type parfait de la brute. Sa femme et ses enfants lui feront honneur en restant sagement à la place que la morale leur assigne : nour la première, la marmite, l'église et les admonestations fréquentes restaureront la saine vie du foyer ; quant aux seconds, l'obéissance obtenue à l'aide de vigoureuses corrections constituera pour eux une excellente préparation à leur métier de soldat.

(A suivre.)

DELNY et P. BENICHOU.

Il suffit de remarquer avec quelle obsédante attirance un Léon Daudet se débat dans des peintures scatologiques de l'immoralité républicaine pour comprendre que la manie abolitionniste et l'obsession de « propreté » sont issues chez les fascistes d'une renouance morbide pour la sexualité conçue sous forme scatophilique.

# Le fascisme vaincra-t-il en France ?

*La victoire du fascisme dans le centre de l'Europe, dans un pays avancé avec de grandes organisations ouvrières, sa montée en Autriche sont des expériences d'une portée internationale. L'analyse de ces expériences nous donne la possibilité de reconnaître les tendances de l'évolution sociale en France. Cette connaissance nous montrera la voie que le prolétariat français doit suivre pour éviter le sort des travailleurs dans les pays fascistes. C'est pourquoi nous avons demandé à un de nos camarades ayant vécu la défaite allemande de nous apporter son témoignage.*

*Il s'exprime en toute liberté. Les points de vue qu'il défend lui sont personnels, ainsi que ses jugements sur les organisations françaises. Nous avons cru utile de les soumettre à nos lecteurs. Toutes critiques permettant d'éclairer les problèmes angoissants de l'heure seront accueillies dans cette tribune.*

## LES CONDITIONS SOCIALES DU FASCISME

Le régime démocratique était l'expression, la superstructure politique du capitalisme ascendant. Le gâteau du produit social grandissait, la classe dominante pouvait donc accorder aux classes laborieuses des concessions économiques et sociales sans péril pour sa propre position. La masse du prolétariat participait pendant cette époque à l'accroissement de la richesse sociale. Le reflet idéologique de cette situation au sein du mouvement ouvrier était le réformisme. La structure du capitalisme de cette époque était caractérisée par la concurrence libre, qui devait automatiquement produire l'harmonie sociale, sans ou presque sans intervention de l'Etat. Celui-ci ne devait être ni fort ni autoritaire, sa fonction était celle d'un gardien de l'automatisme social. L'exécutif était séparé du législatif et ce dernier, axe du système politique, était représenté par le Parlement. La discussion au sein du Parlement de laquelle devait surgir la vérité — la même pour tous — n'était autre chose que la libre concurrence transplantée de l'économie sur le terrain politique.

Le capitalisme de la libre concurrence évolue en capitalisme monopoliste, le déclin succède à la montée. Le gâteau social diminue au lieu d'augmenter. Pour sauver le profit, pour pouvoir lutter efficacement dans la lutte impérialiste, la bourgeoisie a besoin d'un Etat fort, qui rétrécit les faux frais sociaux — et tout ce qui est opposé au profit capitaliste est noté sous la rubrique « faux frais » —, qui intervient vigoureusement en faveur du grand capital, subventionne les grandes entreprises défaillantes, les aide au dépens des masses laborieuses en leur enlevant les concessions accordées précédemment. Pour atteindre ces objectifs, la grande bourgeoisie a besoin d'un appui dans les masses, d'un instrument dans ses mains. Cet instrument est le mouvement fasciste.

## LE MOUVEMENT FASCISTE

Le mouvement fasciste est un mouvement de masses. Sa base sociale la plus importante est la petite bourgeoisie, les petits propriétaires, frappés par la crise. Dépossédés par le capital monopoliste, ils veulent le combattre; voilà pourquoi ils deviennent « anticapitalistes »; mais en même temps, ils s'opposent à la prolétarisation, cherchent à conserver leur propriété; — c'est pourquoi ils sont en même temps antimarxistes. Cet anti-marxisme est en outre fondé sur le fait qu'une grande partie d'entre eux emploient des salariés. Ils sont donc intéressés à un abaissement des salaires. Si le mouvement ouvrier se trouve en offensive, ces couches peuvent être neutralisées, et pour une partie même gagnées pour la cause prolétarienne. Si le mouvement ouvrier se révèle incapable de résoudre la crise, si ses représentants politiques participent même à la politique de la bourgeoisie — soit dans un gouvernement de coalition, soit par une politique de « moindre mal » ou encore mènent une politique d'aventure, la politique du « pire » — la petite bourgeoisie deviendra fasciste dans la crise. A côté d'elle, nous trouvons des déclassés et désespérés de toutes sortes : des officiers en retraite, des aventuriers, la jeunesse dorée, des parties du « prolétariat en haillons ». Plus la crise s'accroît, plus la classe ouvrière révèle sa faiblesse, plus le fascisme pénètre dans les autres couches sociales. Dans le prolétariat, il commencera à gagner des employés et des chômeurs démoralisés par la crise. Le but du mouvement fasciste est le pouvoir total. La grande bourgeoisie, qui veut l'exploiter sans lui livrer le pouvoir se trouve finalement jouer le rôle de l'apprenti sorcier. Le mouvement fasciste s'empare de l'Etat

et la bourgeoisie est forcée de lui céder le gouvernement politique pour pouvoir maintenir sa propre domination sociale.

Loin d'être un renouveau idéologique comme on le prétend, la dictature fasciste est la forme de domination capitaliste à une époque où la démocratie ne peut plus assurer au capital le profit qui est son but. Cette dictature est exercée par le parti fasciste qui parvient au pouvoir à l'aide d'une démagogie anticapitaliste et en même temps anti-marxiste et à l'aide d'une terreur systématique, si le mouvement ouvrier manque à ses tâches. La forme de cette dictature est l'Etat totalitaire, dans lequel le parti fasciste détient le monopole du pouvoir. Les premières phases après l'entrée des fascistes au sein du gouvernement sont caractérisées par la « fascisation », d'accord avec les partis réactionnaires; il commence à détruire systématiquement toutes les organisations ouvrières et libérales et à consolider sa position en donnant à ses partisans des positions dans l'appareil de l'Etat et dans l'économie. Deuxième phase de la fascisation : abolition totale de tous les autres partis et organisation de ceux à l'aide desquels le fascisme est venu au pouvoir. Troisième phase : la « révolution » est close, le parti fasciste cesse lui-même d'exister comme parti autonome (1); il devient la machine exécutive du grand capital.

## OU EN SOMMES-NOUS EN FRANCE ?

La France est un pays dans lequel domine la petite bourgeoisie; un pays impérialiste qui a profité de la guerre. Pour ces deux raisons la crise y est beaucoup moins aiguë que par exemple en Allemagne. La révolution bourgeoise est faite depuis longtemps, l'idéologie libérale et individualiste y est très forte. Mais le capitalisme français est atteint lui aussi et la position internationale du pays est en déclin. Pour consolider sa position et reprendre sa place sur le marché mondial, la bourgeoisie française doit rétablir sa marge bénéficiaire au dépens des masses laborieuses, abaisser salaires et traitements, diminuer les impôts sur le capital, renforcer son pouvoir militaire. Pour y parvenir, il faut consolider « l'ordre, la nation et l'autorité ». Il faut renforcer le pouvoir exécutif au dépens du législatif, balayer les fonctionnaires socialistes et pacifistes hors de l'appareil de l'Etat, ravir au fonctionnaire le droit de grève, anéantir la force des syndicats. Vis-à-vis de l'idéologie libérale, on doit au surplus anéantir les libertés — au moins au commencement — en utilisant les mots d'ordre démocratiques (« A bas le fasciste Daladier » ont crié les Croix de Feu). Pour la mise en œuvre de ce programme, on a envoyé des anciens combattants et les groupements réactionnaires contre le Parlement en se servant du prétexte Stavisky. La grande presse française — dont la vénalité est connue dans le monde entier — a accompagné cette émeute des « honnêtes gens » d'une formidable propagande. Dans le sang qui a coulé — ce qu'on prévoyait — on a noyé le gouvernement des gauches. Puis on a formé un ministère dit l'Union nationale qui a commencé d'exécuter le programme bourgeois en se délivrant du Parlement à l'aide de pleins pouvoirs (qui ne seront d'ailleurs pas les derniers dont on aura besoin). En Allemagne, Brüning a de la même façon commencé d'écartier le Parlement, en disant que c'était nécessaire pour conserver le parlementarisme. La classe ouvrière a riposté par la grève générale et la bourgeoisie comprit qu'il était nécessaire d'être très prudent : on doit peu à peu, mais le plus vite possible, briser la résistance des fonctionnaires et renforcer le travail des organisations fascistes, surtout hors de Paris. Sans un mouvement fasciste assez fort, la bourgeoisie ne pourra pas accomplir son programme. Nous voyons surgir devant la bourgeoisie française les mêmes nécessités devant lesquelles se trouvait la bourgeoisie allemande. En somme, le gouvernement actuel ne peut être que transitoire. Pour accomplir sa tâche, il devra se heurter aux bornes du parlementarisme qu'il prétend respecter; il devra perdre ses partisans dans les masses; les radicaux-socialistes les néos ne pourront le soutenir sans des scissions qui diminueront forcément l'influence de ces groupements de l'arène politique.

(1) Dans le sens exact du mot, le parti Nazi, contrairement au parti fasciste italien, n'a jamais été un « parti ». Nous avons connu jusqu'ici deux types de partis : ceux qui n'étaient que de petits cercles de dirigeants qui faisaient la politique et les élections et les partis de masses dans lesquels les adhérents avaient au moins des droits formels et où existent toujours une sorte de démocratie interne. Cette démocratie n'a jamais, même idéologiquement et formellement existé dans le parti nazi qui ressemblait plus à une armée qu'à un parti.

## LE FASCISME EST-IL POSSIBLE EN FRANCE ?

Beaucoup de gens nient la possibilité d'un régime fasciste en France. La mentalité libérale de la population ne peut constituer une barrière insurmontable, elle ne tombe pas des cieux ; elle est le reflet de la structure sociale, formée au cours de l'histoire. La mentalité, le caractère idéologique est donc une donnée historique passagère et non éternelle. Plus la tradition idéologique est vieille, forte, plus sera aigüe la contradiction entre elle et la réalité sociale, si la dernière évolue dans un sens inverse, mais à la fin l'idéologie est détruite. A la longue, c'est le ventre affamé qui l'emporte sur la pensée récalcitrante.

Mais si l'idéologie ne peut guère être considérée comme barrière infranchissable pour le fascisme, le fait que cette idéologie démocratique est répandue dans les couches moyennes de la société constitue un grand avantage pour la tactique prolétarienne. La petite bourgeoisie allemande n'avait pas obtenu d'avantages visibles de la démocratie, au contraire, les petits bourgeois des villes se trouvaient atteints par le niveau des salaires de leurs employés, par la politique municipale des partis ouvriers, par les coopératives ouvrières. La paysannerie voyait coïncider le recul de sa situation avec l'avènement de la démocratie. Le paysan français a, par contre, longuement profité du système démocratique, il lui est attaché, il n'est encore pas trop fortement frappé par la crise, il n'exprime pas le besoin d'un Etat fort ou d'un dictateur. Si sa situation empire maintenant, ce sera à un régime qui ne pourra plus être qualifié de démocratique qu'en incombera la responsabilité. Son orientation dépendra finalement de celui qui pourra lui montrer un chemin vers une amélioration de son sort. Malheur au mouvement ouvrier s'il ne le comprend pas. Le fascisme sera alors inévitable.

Car — nous l'avions déjà dit — la petite bourgeoisie c'est justement cette couche sociale dans laquelle le fascisme trouve son principal appui. Et cette couche est la plus forte en France. On oublie trop souvent qu'à côté de la tradition de 1789, nous trouvons dans l'histoire française le bonapartisme et que ce bonapartisme s'appuyait sur les paysans. La classe qui, par ses intérêts, est le plus opposé au fascisme est le prolétariat. En Allemagne, c'était plus de la moitié de la population, en France une minorité ; c'est justement parce que la petite bourgeoisie jouait en Allemagne un rôle si peu important qu'on nous a raconté, jusqu'à l'avènement de Hitler, que l'Allemagne n'est pas l'Italie et que le fascisme est impossible en Allemagne. En vain, le Parti socialiste ouvrier (SAP) et les Trotskistes essayaient de démontrer la fausseté de cette thèse. Ce serait drôle d'entendre raconter en France que le fascisme ne pourrait s'installer... à cause de la grande force de cette même petite bourgeoisie. Naturellement la forme du fascisme français sera différente de l'hitlérisme... comme celui-ci est différent du mussolinisme...

Le mouvement fasciste est en France d'autant moins important que la crise est moins forte qu'elle ne l'était en Allemagne. Cela constitue aussi un grand avantage pour le mouvement ouvrier, mais s'il est défaillant, nous verrons bientôt se former un grand mouvement fasciste en France. Il y a quelques années nous n'avions aussi en Allemagne qu'un grand nombre de petits groupes fascistes et les nazis n'étaient que l'un d'eux.

C'est donc en France comme dans les autres pays : la classe ouvrière détient la clef de la situation.

## LE PROLETARIAT FRANÇAIS ET SES ORGANISATIONS

Ses organisations sont beaucoup moins fortes qu'en Allemagne ou en Autriche. En Allemagne, les organisations ouvrières formaient environ 8 à 10 p. 100 de toute la population ; en Autriche presque 15 p. 100 ; en France, 2 à 3 p. 100. La plupart des ouvriers industriels travaillent dans des établissements qui emploient moins de 300 personnes. Une très grande partie des ouvriers, employés et fonctionnaires ont leurs parents parmi les paysans. L'esprit individualiste et antiautoritaire est très développé, et cet esprit de discipline qui a caractérisé le mouvement allemand manque presque complètement. C'est pourquoi la spontanéité y joue un plus grand rôle que l'organisation.

Tous ces caractères forment en même temps des infirmités et des avantages. Que la plupart des salariés viennent plus ou moins directement de la campagne est un désavantage, l'influence de l'idéologie petit-bourgeoise est trop forte ; mais ce fait a un côté positif : l'étroite liaison avec la paysannerie peut être exploitée en faveur du socialisme. Que l'organisation soit faible et joue un rôle inférieur à la spontanéité est une

faiblesse ; pour pouvoir vaincre, le prolétariat a besoin d'un parti révolutionnaire, fort, démocratique et centralisé en même temps, clair et révolutionnaire. Mais si un parti pareil n'existe pas, la spontanéité est un avantage, car il ne permet pas à de grands appareils bureaucratiques d'étouffer la force créatrice de la classe ouvrière, comme l'ont fait les grandes bureaucraties des partis allemands. Et ce parti d'avant-garde n'existe pas en France ; le parti S.F.I.O. est attaché à la II<sup>e</sup> Internationale des réformistes responsables du déclin du prolétariat, il est lui-même fortement influencé par le réformisme, un démocratisme petit-bourgeois, par le pacifisme. Il n'est pas clair dans sa théorie, il n'a pas de stratégie révolutionnaire, son organisation n'est pas une organisation de combat, mais une organisation de discussion démocratique, toute préparation illégale lui manque. Le cri « Nous réclamons le pouvoir » ne peut remplacer un plan d'action révolutionnaire ; le mot d'ordre « Pour la république, contre la réaction », sans démontrer que cette république même devient périmée, qu'il s'agit de protéger non le système républicain — qui est un système capitaliste — mais les libertés que ce système a concédées, les droits des masses ouvrières comme point de départ pour une lutte révolutionnaire, — n'est pas un mot d'ordre adapté aux nécessités de la lutte actuelle. Il lui manque complètement la clarté du chemin à parcourir, de la nécessité non de conquérir légalement le pouvoir dans cette république bourgeoise, mais de casser la machine bourgeoise de l'Etat et de la remplacer par la dictature prolétarienne (le plan belge de Man, qui est un plan purement réformiste, a été approuvé par Léon Blum, qui a dit que de Man est au delà du réformisme). Il lui manque pour cela complètement une notion claire de cette dictature prolétarienne française qui sera probablement fondée sur une coopération des ouvriers et paysans ; il lui manque un internationalisme révolutionnaire, qui ne consiste pas dans des déclarations et sentiments, mais dont le point principal est d'acquiescer vraiment l'expérience de la lutte internationale : au lieu de cela nous voyons la S.F.I.O. dans la II<sup>e</sup> Internationale à côté de Wels, nous entendons une propagande pour la « réforme » de cette réunion de bandits imperialistes qui se nomme « Société des Nations ».

Dirigé par une simple sentimentalité, le Parti a approuvé l'héroïsme individuel des chefs socialistes autrichiens, sans souffler mot, sans discuter leur abominable politique, dont nous voyons les résultats maintenant.

Habilité ou non le Parti socialiste, qui lui au moins semble avoir appris quelque chose de la tragédie allemande, a sans contester eu pendant et depuis les événements une attitude unitaire. Sous les bordées d'injures et de calomnies dont on l'abreuvait, il a gardé le silence digne qu'imposaient les circonstances et continué les offres d'unité d'action à la tête comme à la base, apparaissant ainsi à tous ceux que n'aveugle pas le parti-pris, comme le véritable leader de l'unité.

Le grand avantage du Parti S. F. I. O. est qu'il existe dans son sein une large démocratie. Ceci trace la tâche des révolutionnaires : agir où sont les masses. Nul ne peut contester qu'elles sont dans leur grande majorité derrière le Parti socialiste. Ce serait une faute très grave, de renoncer à la formation d'une aile gauche clairement basée sur un programme d'action, au sein même du Parti socialiste et de faire sortir les membres les plus avancés pour les faire adhérer par exemple, à la « Ligue Communiste ». Ce serait révéler la faute du P. C. A. qui, par la création de syndicats rouges, coupa les révolutionnaires, des masses qu'il importait de convaincre. Une sortie des éléments avancés du P. S. isolerait les révolutionnaires qui à juste titre prendraient figure de diviseurs. Ce qu'il faut, c'est élaborer et imposer dans la lutte commune et fraternelle un plan d'action concret et révolutionnaire, basé sur la théorie de Marx et de Lénine et l'expérience de la lutte internationale du prolétariat, surtout de la Commune de Paris et de la Révolution Soviétique.

Quant au Parti Communiste, section française de la III<sup>e</sup> Internationale, il est, comme l'avait dit Platinitzki lui-même, en déclin, j'ajoute : en complète dégénérescence. Son attitude au cours des derniers événements devrait éclairer les plus aveugles. Pas un mot d'ordre clair pendant ces jours d'émeute. Le 6 février il envoie les anciens combattants et les communistes manifester avec les fascistes, comme en Allemagne le P.C.A. formera des piquets de grève avec les nazis lors de la grève des transports de Berlin et votera avec eux contre le gouvernement Braun - Severing dans le fameux plébiscite dit rouge (août 1931) et s'étonnera ensuite que les ouvriers S. D. ne veulent pas croire à son honnêteté quand, 18 mois plus tard, il proposera le front unique pour défendre ce même gouvernement.

Le 7 février on fête dans l'« Humanité », les barricades pro-

létariennes et, comme en Allemagne, on adopte les mots d'ordres fascistes. (Daladier, Frot : assassins), pendant que l'on repousse l'offre d'une manifestation commune proposée par le parti socialiste pour le 8 février, mais pour camoufler ce refus, on envoie les ouvriers se faire massacrer le lendemain tout en faisant de la démagogie à l'unité d'action par dessus la tête de chefs « social-traitres ». Et le parti « révolutionnaire » se traîne à la remorque de ces « social-fascistes » qu'il dénonce avec tant de courage. Il doit accepter la grève générale décrétée par la C. G. T. et la pression de sa base qui contient les éléments les plus combattifs, oblige ses chefs à adopter le mot d'ordre de manifestation à Vincennes lancé par le Parti Socialiste. Leurs cris n'enlèvent rien aux faits.

Dans un espace de dix ans, le Parti Communiste a diminué de 120.000 à 15.000 adhérents. Les raisons de cette chute sont les mêmes qui rendent actuellement toute réforme impossible : l'absence totale de cette démocratie interne qui est indispensable pour la formation de militants révolutionnaires ayant conscience de leurs responsabilités et sachant reconnaître et analyser leurs fautes passées pour en éviter le renouvellement. Ceux de ses membres qui ont appris quelque chose de l'expérience allemande, qui commencent à comprendre les nécessités qui s'imposent (on parle de Doriot, de Renaud Jean) doivent former, eux aussi, un programme d'action.

Un mot sur les Amsterdam, Pleyel et autres comédies publicitaires et manœuvres que les communistes dégénérés sont si habiles à monter. En donnant l'illusion de l'action, elles ne font qu'empêcher la création de véritables organisations de combat par les partis et syndicats qui, seuls, peuvent les créer. Elles servent à masquer la volonté scissionniste du Parti Communiste en « dénonçant » le Parti Socialiste qui interdit à ses membres de participer à ces mascarades.

Pour nommer enfin le groupement le plus clair, qui mène maintenant une politique juste, c'est la ligue communiste de Trotsky. Les camarades français ne font plus la même faute que leurs camarades allemands, de se considérer comme une partie, une fraction de l'Internationale Staliniste, et ils mènent donc la même politique qu'en Allemagne a menée le Parti socialiste ouvrier (SAP). A ce groupe incombe une très grande responsabilité ; sur la base d'un programme d'action révolutionnaire surgira le nouveau parti révolutionnaire, le parti unifié, composé de tous les socialistes et communistes qui ont compris de quoi il s'agit.

### QUE DOIT-ON FAIRE ?

En face du péril fasciste, former sur la base d'un programme minimum la front unique des organisations ouvrières.

Œuvrer dans le sens d'une C.G.T. unique, par la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. ou par leur dissolution.

Démontrer par une propagande vigoureuse les conséquences du fascisme et en même temps la faillite de la démocratie bourgeoise.

Démontrer aux paysans petits propriétaires :

a) qu'il ne peut prospérer qu'en vendant ses produits. Que

cette vente diminuera si les salaires sont diminués. Que pour cela il est intéressé aux salaires élevés et que son sort est lié à celui des ouvriers.

b) Que les contradictions du capitalisme mènent forcément à la guerre, que par contre le socialisme signifie la paix.

c) que la fraude fiscale est comme la corruption un élément inhérent du système capitaliste.

d) que le prestige du Parlement et sa force étant en régression, les électeurs n'ayant que très peu d'influence sur leurs députés, il est nécessaire de former dans chaque village, chaque petite ville, des conseils démocratiques composés de délégués élus par les paysans et ouvriers, responsables devant leurs mandataires et qui peuvent être rappelés à chaque instant.

e) Que la dictature prolétarienne sera une dictature ouvrière et paysanne, un gouvernement sortant des masses laborieuses elles-mêmes à l'aide de ces conseils, mentionnés plus haut. Que cette dictature des travailleurs socialisera les banques, le grand commerce, les transports et l'industrie, mais pas la propriété du petit paysan. Que cette socialisation donnera la possibilité d'une économie socialiste dirigée qui abaissera les frais du paysan et élèvera la vente de ses produits ;

Former une milice ouvrière qui répondra à chaque acte de terreur des fascistes par une terreur populaire impitoyable ;

Ne pas céder aux exigences de la bourgeoisie ; riposter par la force, par des grandes grèves, démonstrations politiques dans les rues et actions offensives devant la Chambre et les municipalités à chaque offensive de la bourgeoisie contre les salaires, les traitements, les droits démocratiques.

Voilà quelques propositions. En commençant de combattre pour un plan d'action, le prolétariat passera de la défensive à l'offensive. Et dans cette lutte sera forgé ce parti d'unité révolutionnaire dont le prolétariat français a besoin pour pouvoir vaincre.

BERTRAND GIBERT.

## POUR VICTOR SERGE

Il y a quelques semaines, on avait fait courir le bruit que Victor Serge était libéré, et qu'on venait de lui confier un poste dans une administration soviétique, où il gagnait sa vie. Nous sommes en mesure d'affirmer que ces informations (lancées, — pourquoi le cacher ? — par l'Ambassade Soviétique elle-même) SONT ABSOLUMENT MENSONGERES. Victor Serge est toujours à Orenbourg, la vie qu'on l'oblige à y mener est particulièrement difficile, il est PRIVE DE TOUT TRAVAIL, sa femme est gravement malade, et Victor Serge et sa famille (qui comprend également un enfant de douze ans) seraient, sans l'intervention de leurs amis, littéralement condamnés à MOURIR DE FAIM, puisque aucun moyen de subsistance ne leur est accordé.

Nous informons nos camarades qu'une souscription est ouverte, en faveur de Victor Serge, et que les fonds peuvent être adressés à : M. Paz, 8, rue César-Franck, Paris, XV<sup>e</sup>.

## REVUE DES REVUES

### PROLETARIAT (Numéros 6 et 7)

Notre ami Henri Poulaille poursuit avec ténacité son effort pour une littérature prolétarienne. Il vient de publier deux numéros consacrés aux paysans. Dans le premier, **La Vie des champs**, choses et gens de la terre par des paysans, **Emile Guillaumin**, un des premiers militants syndicalistes ruraux et auquel nous devons de magnifiques récits : **La Vie d'un simple ou les mémoires d'un métayer**, **Près du sol**, **Le Syndicat de Baugnoux**, etc., apporte son témoignage sur la littérature paysanne. Le Bouronnais **Joseph Voisin** dans **Journée de char-rue**. le Nivernais **Henri Hisquin** dans **La Nœce au petit Georges**, l'Auvergnat **Lucien Gachon** dans **la Rentrée des foins**, font revivre pour nous joies et peines de la campagne et la rude vie des paysans français.

Le second numéro : **Le Village**, gens et travaux par des Paysans, débute par deux belles poésies : **Printemps**, du paysan belge **Francis André**, et **la Voix de nos pères** de **Nathan Katz**. Une touchante nouvelle de **Rose Combe** : **Deux vieux**, précède le récit du jeune paysan hongrois **Joseph Settyei** :

**La Chaux**, qui nous révèle l'extrême misère des paysans de là-bas. Un extrait de **L'Août** du grand Flamand **Styn Streuvels** : **les Moissonneurs**. Etudes et chroniques de Brand, Léon Gerbe, Henri Poulaille, F. Paul Raynal. Un très vivant récit de notre camarade **René Bonnet** : **Entendu au chantier**. Les Lettres, La Vie, Les Disques, etc.

### LA REVOLUTION PROLETARIENNE

(10 février 1934)

Ce numéro débute par un appel : **Au syndicat le pouvoir** ! Les luttes parlementaires y sont jugées périmées, et le syndicat proclamé seul capable de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces points de vue affirmés avec vigueur méritent une étude approfondie que nous donnerons prochainement. Paul Dhermy, retour de l'U.R.S.S., poursuit la publication de son intéressant **Carnet de route d'un délégué ouvrier français**. Faute de place, nous devons nous borner aujourd'hui à signaler la passionnante **Histoire du Cartel du Bâtiment de Lyon**, par **Olaveyrolas**. Nous en conseillons

vivement la lecture à tous nos camarades. Dans la rubrique politique et syndicale que nous projetons d'ouvrir dans « Masses », nous publierons une analyse de cette reconfortante étude riche d'enseignements de toutes sortes. Dans **la Mort d'un ouvrier en U.R.S.S.**, **Jacques Mesnil** rend hommage au vaillant lutteur libertaire **Roussakow**, beau-père de Victor Serge. Suite de l'étude de **R. Louzon** sur le **Bimétallisme**. Récit très vivant de la **Manifestation du 27 janvier à Nice** qui fut un beau succès à l'actif du syndicalisme et de l'unité d'action. Les livres, les revues, etc.

### LA REVUE ANARCHISTE

Au sommaire du numéro de mars : **La véritable figure de Van der Lubbe** ; **Les Mensonges du « Livre Brun »** (avec témoignages et pièces justificatives)

\* ♦ \*

### LES INDELICATS

Des camarades nous ayant demandé des renseignements complémentaires au sujet des « Indelicats », nous indiquons que le prix des albums est de 40 fr. et que la correspondance est adressée à **Georges Ort**, 12, rue du Capitaine-Ferber, Paris 20<sup>e</sup>.

# Vers un Syndicalisme "Universalisé" ?

Une nouvelle revue, « L'Homme Réel » nous promet dans son prospectus la révélation du « vrai socialisme ». Ne nous étonnons pas, mais parcourons les 64 pages du premier cahier et tâchons de voir ce qu'est cette « réalité ». Quelle est la précision, la confirmation qu'elle apporte à « l'homme » ? Et en quoi consiste ce « vrai socialisme » qui constitue le point de départ commun de la nouvelle équipe ?

Nous nous trouvons en présence des idées suivantes :

1) L'homme réel, c'est l'homme de métier, ou plus exactement l'homme d'un métier, le spécialiste, le « Sachkennner », le professionnel.

Et le vrai socialisme, c'est le corporatisme.

2) L'homme réel, c'est en deuxième lieu l'homme local ou régional, c'est-à-dire l'homme d'un clocher ou d'une province.

Et le vrai socialisme, c'est aussi le régionalisme.

3) Enfin, l'homme réel c'est le représentant des intérêts collectifs « réels » contre les fictions de l'intérêt général ou social.

Et le vrai socialisme, c'est encore le fédératisme.

Finalement, ces trois éléments de l'humanité réelle — corporatisme, régionalisme et fédératisme — se combinent en une unité supérieure. Nous arrivons sous la plume de P. Ganivet à cette définition sans imprévu : **L'homme réel, c'est le producteur fonctionnellement organisé.**

Le vrai socialisme, c'est le syndicalisme. Entrons maintenant dans le détail des principaux articles :

## « LES SYNDICATS ET L'INTERET GENERAL »

(Georges Gurvitch)

Après une admonition préalable aux gens trop pressés, M. Georges Gurvitch s'efforce de nous persuader que, pour notre bonheur, trois gouvernements valent mieux qu'un. L'Etat politique, remarque-t-il, ne représente « qu'une fonction de la communauté supra-fonctionnelle des intérêts ». « Les trois grands groupes d'intérêts irréductibles dont il s'agit de trouver l'équilibre mobile (sic) constituant l'intérêt général sont les intérêts également légitimes des producteurs, des consommateurs et des citoyens ». D'où la nécessité d'une triple « représentation fonctionnelle » de l'homme concret, comme producteur, comme consommateur et comme citoyen. On voit que pour l'auteur, les fonctions de l'homme concret ne sont pas destinées à être exercées, mais à être représentées. Dans ce système représentatif, rien ne doit être laissé au hasard ou à la spontanéité des accords : « Nous exigeons que les différents équilibres d'intérêts opposés s'accomplissent chaque fois sur la base des totalités les plus englobantes dans l'horizon des intérêts à opposer. Au pluralisme des aspects de l'intérêt général devrait correspondre un pluralisme des organisations équivalentes se concertant réciproquement (sic) et collaborant ensemble ». Conclusion : « Le syndicalisme, dans sa lutte pour l'indépendance des syndicats des producteurs par rapport à l'Etat qu'ils sont appelés à limiter et à équilibrer, a pour lui la logique et la morale. L'action syndicale se déploie en faveur de l'intérêt économique général, en faveur de la pluralisation conséquente des aspects de l'intérêt commun, profitable à la lutte collective, aussi bien qu'individuelle, enfin en faveur de l'ensemble des intérêts de l'homme concret ». Autant qu'on puisse démêler ce que signifie ce charabia, l'auteur fait abstraction de la division de la société en classes, et se contente de reconnaître la division de chaque individu en producteur, consommateur, citoyen (et on pourrait ajouter beaucoup d'« etc. » à cette énumération simplifiée).

Mais ce déchéirement de l'homme réel en un certain nombre d'entités abstraites (l'homme économique, juridique, politique, etc.) n'est lui-même qu'un aspect superficiel et secondaire de la division de la société en classes. La reconnaissance de cette vérité élémentaire eût permis à l'auteur de réaliser dans sa recherche d'une « fonctionnalisation » sociale respectueuse des droits de l'individu — l'économie de deux gouvernements supplémentaires et même de tout gouvernement. N'est-ce pas dépouiller l'individu de tous ses droits que de les isoler en les subdivisant et en les livrant aux autorités rivales et aux conflits de compétence de trois administrations totalitaires, obligatoires et bureaucratiques ? L'auteur laisse entendre lui-même que la liberté de « l'homme concret » consistera, en face de la « pluralisation des aspects de l'intérêt commun », à se faufiler entre les rouages de l'autorité pluralisée ou de les immobiliser « en opposant, au profit de sa liberté concrète une organisation contre une autre ». La « liberté concrète » de « l'homme réel », si nous avons bien compris, serait celle d'une souris rongeuse entre deux cartons de paperasses, au bureau des Circonlocutions Inutiles.

## « LE POUVOIR REGLEMENTAIRE (sic) DU SYNDICAT DANS LA PROFESSION ET DANS L'ECONOMIE »

(Lacoste)

R. Lacoste, comme nous l'apprend le prospectus de « L'Homme Réel », est directeur de « la Tribune des Fonctionnaires ». Il est donc fonctionnaire à la puissance deux, d'abord de l'Etat et ensuite de son syndicat. Comme « l'homme réel » il se devait naturellement donner au problème de réconcilier Maître-Jacques cuisinier avec Maître-Jacques cocher, c'est-à-dire le syndicalisme avec le service de l'Etat. Sa première revendication est la reconnaissance par le code des intérêts collectifs (professionnels) en tant qu'ils sont représentés par les syndicats. La deuxième, qui est la conséquence directe de la première, c'est la reconnaissance de l'autorité syndicale comme investie du pouvoir de conclure des contrats collectifs universels et obligatoires pour toutes les professions, contrats contrôlés et sanctionnés par l'Etat.

Les arguments qu'apporte R. Lacoste à l'appui de sa thèse tendent surtout à faire admettre par l'Etat cette idée que le meilleur moyen pour désarmer le syndicalisme des fonctionnaires ce n'est pas de le combattre et de l'entendre, mais de reconnaître en lui un auxiliaire dévoué :

« Les syndicats agissent en vue de l'intérêt de la profession (bureaucratique) qu'ils savent faire passer avant la défense des intérêts individuels de leurs adhérents... Par dessus la tête des individus, le syndicat vise à légiférer, ou à faire des règlements pour l'ensemble de la profession ».

« Les conventions collectives vont nous mener au terme de cette évolution. Le syndicat tend à acquérir un pouvoir public sur la profession, à exercer une autorité à l'égard de tous les professionnels, même les non-syndiqués. La convention collective du travail tend à donner au syndicat un pouvoir réglementaire à l'égard de tous les membres d'une profession, syndiqués ou non ».

Sous la table verte des négociations syndicalo-ministérielles, le rusé Lacoste fait discrètement du pied à Paul-Boncour et autres Daladier en ajoutant : « Il devient difficile d'être un véritable Jacobin sans user du syndicalisme, puisque ce dernier apporte au bulletin de vote l'efficacité qui lui manque : il permet d'intervenir directement, en plein cœur de la matière économique et de contrebalancer la marche ascendante des puissances capitalistes ennemies de l'Etat. »

## « LE SYNDICALISME ET LES PROBLEMES DU TEMPS PRESENT »

(Pierre Ganivet)

Nous avons gardé cet article pour la fin, contrairement à l'ordre réel du sommaire, comme le plus propre à fournir une conclusion d'ensemble à l'analyse. Et aussi parce que Pierre Ganivet, anarcho-syndicaliste connu, auteur estimé de brochures sur l'Allemagne et l'Espagne publiés par « les Humbles », est peut-être le plus sérieusement documenté des collaborateurs de « L'Homme Réel » et celui qui connaît le mieux les problèmes révolutionnaires.

Pierre Ganivet passe en revue les tâches de l'organisation actuelle : 1) **découvrement et déracinement de la jeunesse** ; 2) **libéralisme anarchique** ; 3) **malaise paysan**.

Il pose les problèmes qui en découlent : 1) **intégrer la jeunesse dans la communauté de travail** ; 2) **rationaliser la rationalisation** ; 3) **sauver la ferme**.

Enfin il en indique la solution : « **universalisation du syndicalisme** ».

Il est curieux de se demander par quel glissement idéologique un libertaire en pleine maturité de pensée a pu arriver à faire siennes les préoccupations et les solutions du pire conservatisme social.

Pierre Ganivet se considère lui-même comme un partisan du syndicalisme « prolétarien » (C.G.T.S.R.). Mais, par « prolétariat », son chef de file Pierre Besnard entend déjà l'ensemble de tous les individus n'exerçant pas à leur compte les fonctions du patron-exploiteur du travail salarié (« Les Syndicats et la Révolution sociale », édition C.G.T.S.R., page 26 et suivantes). Encore s'excuse-t-il de ce que cette distinction pourrait avoir de trop « sévère » pour les petits patrons ! Son disciple Pierre Ganivet, poussant les choses à fond, rêve d'intégrer la bourgeoisie tout entière dans le syndicalisme ; mais conscient de son audace, il a soin de la dissimuler en s'entourant de références, et procède volontiers par citations :

« Le syndicalisme — selon l'heureuse expression de Maxime Leroy — s'efforce aujourd'hui d'intégrer toute la richesse de pensée et d'action de tous les producteurs ».

« ... Bref, le syndicalisme réalise ce qu'un de ses militants, Pierre Besnard, se servant d'une formule d'inspiration toute proudhonienne, a qualifié de « synthèse des classes ».

Enthousiasmé par cette trouvaille de la synthèse des classes par l'organisation syndicaliste de la société, Ganivet en énumère les bienfaits culturels. Il montre l'actuelle élimination de la fâcheuse opposition du prolétariat et de la bourgeoisie et rappelle que Proudhon n'y voyait qu'un « simple accident révolutionnaire » ayant retardé « leur absorption réciproque dans une conscience supérieure ». Il en décrit les effets immédiats : « Le syndicalisme tend à s'élargir, à saisir tout l'humain. Sur le plan spirituel, il suscite une renaissance de la musique (sic), de la littérature et de la philosophie ; on le trouve à la base de toutes les grandes manifestations éthiques et culturelles. Il se fonde avec l'humanité ».

Comme témoignage décisif de la puissance du syndicalisme universalisé, P. Ganivet recite l'hommage — d'après lui fort involontaire (mais que nous importe ce qu'il y a d'involontaire dans la logique de la raison d'Etat ?) — que lui rendent ceux-là mêmes qui visent à une oppression et à une exploitation renforcées des classes travailleuses (Roosevelt, Mussolini, Hitler).

Il apparaît ici que cette orientation « syndicaliste » serait la suprême hypocrisie du capitalisme. Car de même que l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu, le syndicalisme universalisé serait un hommage rendu par la réaction au principe de la révolution sociale ?...

Cela nous paraît une raison insuffisante pour adopter les conclusions de l'auteur.

J. GELLO.

Questions politiques et économiques en Extrême-Orient

# Vers une guerre du Pacifique

Il y a soixante-dix ans, le révolutionnaire russe Alexandre Herzen disait : « L'OCEAN PACIFIQUE EST LA MEDITERRANEE DE L'AVENIR ». Il voulait dire par là que la politique mondiale se jouerait alors entre les riverains du grand Océan, de la même façon que jadis, elle avait pour enjeu les côtes de la Mer Intérieure.

La prophétie de Herzen s'est réalisée. Le Pacifique est devenu un champ clos où les quatre grandes puissances — Etats-Unis, Angleterre, Russie et Japon — s'affrontent pour la domination des quatre grands domaines économiques que sont la Chine, les Indes, l'Amérique Latine et l'Océanie.

## 1. — VERS UNE GUERRE DU PACIFIQUE

Les Etats-Unis luttent sur le continent asiatique « pour la défense de leur intérêts commerciaux ». Par la même occasion, ils tendent à préparer le rattachement de l'Australie. Mais les rivalités anglo-américaines en Amérique et en Australie passent au deuxième plan devant le péril représenté par le Japon, concurrent immédiat des Etats-Unis sur les marchés de l'Extrême-Orient.

Les intérêts britanniques sur ce terrain sont encore plus directement menacés que ceux des Etats-Unis. L'Angleterre lutte non seulement pour garder ses marchés, mais pour maintenir l'intégrité de ses colonies. Ses intérêts se heurtent en première ligne avec ceux du Japon, en second lieu avec les intérêts américains.

L'expansion russe en Asie se poursuit méthodiquement dans les immenses territoires du Turkestan chinois et de la Mongolie, sous le double aspect d'une politique commerciale et d'une consolidation stratégique. Avec des moyens nettement supérieurs à ceux du tsarisme, l'Etat soviétique poursuit la poussée traditionnelle vers la Chine et les Indes, cause éternelle de conflits avec le Japon et l'Angleterre. Pour l'instant, les problèmes de colonisation restent toutefois au second plan, le premier plan étant occupé par l'industrialisation pacifique de la Russie elle-même rentrée dans le concert des grandes puissances, et par la consolidation sociale, technique et militaire de la puissance russe en Asie. C'est en Mandchourie seulement que la lutte entre Etats rivaux prend un caractère aigu. Mais ceci résulte bien moins de l'expansionnisme russe que du rythme forcé de l'offensive japonaise sur le continent.

La conquête par le Japon des possessions russes en Extrême-Orient, à commencer par la Province Maritime et les Archipels et rivages de l'Extrême-Nord n'offre que peu d'intérêt comme colonie de peuplement, car le climat est trop rude pour les Japonais. Il existe il est vrai dans ces régions de riches gisements de minerais, mais le Japon pouvait en obtenir en Chine dans des conditions beaucoup plus favorables. Cependant la conquête d'un glacis sibérien en bordure du

Mandchoukouo est un des buts de guerre du Japon, et cela avant tout pour des questions stratégiques. La Russie a cessé d'être une puissance maritime du Pacifique, mais elle est en voie de devenir une puissance aérienne. La densité de la population dans les territoires russes et asiatique est extrêmement faible. Il n'existe que deux villes importantes : Vladivostok et Blagovostchensk. Par contre la population du Japon est très dense. Ses villes les plus importantes, comptant des millions d'habitants, se trouvent à des distances de 1.000 à 1.200 km du poste militaire russe de Vladivostok. Les Japonais jugent cette situation fort dangereuse, car en cas de guerre il n'y aurait pas de comparaison possible entre les résultats de bombardements japonais, sur les stations et les chemins de fer russe — et les dévastations de l'aviation russe au Japon, celle-ci conservant pour point de départ l'immense steppe sibérienne. Cette vision est en permanence devant les yeux des fascistes japonais. Ils savent que la Russie, à chaque nouvelle temporisation du conflit sera un peu plus forte industriellement. Le Japon accroît sa puissance, mais la préparation patiente des Russes rend l'issue d'autant plus douteuse, à mesure que se concentrent sur l'Extrême-Orient l'attention des militaires et des diplomates, non seulement russes, mais internationaux. En deux ans, les Soviets ont quintuplé leurs forces militaires en Extrême-Orient. Ils ont assuré par de nouvelles conventions leur frontière occidentale, et l'alliance américaine rapproche l'éventualité d'une terrible guerre aérienne avec la plaine sibérienne comme base des flottilles américaines franchissant le détroit de Behring.

Ainsi le rapport des forces se modifie, depuis quelques mois au moins, dans un sens très défavorable au Japon. D'autre part le militarisme et le navalisme japonais sont arrivés à un paroxysme qui peut difficilement être dépassé. Des trois puissances contractantes à Washington, le Japon est le seul qui ait réalisé au maximum les armements auxquels il était autorisé. Il est même question de mettre en chantier une nouvelle flotte qui élèverait la puissance japonaise au rang de « on power standard » et en ferait l'égale de l'Angleterre, et de l'Amérique. Un tel rythme de navalisme ne peut-être soutenu plus de quelques années par une nation aussi pauvre, aussi obérée de dettes et d'impôts, aussi écrasée par la crise mondiale que l'est aujourd'hui le Japon. D'énormes stocks de guerre ont été accumulés et le sont encore, en particulier du mazout pour la flotte, des munitions et des explosifs à faible durée de conservation. Ceci dénote clairement, de la part du gouvernement japonais, l'intention de jouer le tout pour le tout d'ici quelques années au plus. En face de ses ennemis dispersés et éloignés, le Japon a pour principal atout sa position centrale, la concentration de ses forces, la supériorité de la surprise et de l'offensive foudroyante (sans déclaration de guerre),

l'étroite liaison des forces navales et aériennes.

Avec des objectifs militaires rapprochés (la Chine du Nord, la Sibérie jusqu'au lac Baïkal) le Japon n'a affaire qu'à des ennemis éloignés (des milliers et milliers de kilomètres de voies ferrées, des milliers de milles marins de navigation dangereuse) et rattachés à leur base d'approvisionnement en hommes, matériel, carburant etc... par des liens très vulnérables. C'est ainsi, par exemple, que les anciennes Carolines et les Mariannes sont devenues des forteresses japonaises très dangereuses sur la route des Philippines.

Par contre le potentiel de guerre du Japon pour un conflit de longue durée est très inférieur à celui de ses rivaux. L'Amérique peut fabriquer pour ainsi dire à la chaîne des navires et des avions. Elle a des matières premières de toutes sortes en quantité inépuisable. Le Japon devra prendre les siennes sur le continent ou dans les Indes Néerlandaises, voire même en Amérique latine, lorsqu'il aura épuisé ses stocks de guerre. Le Japon ne peut ni manger, ni fabriquer quoique ce soit sur la base de son isolement insulaire. L'armée japonaise aurait beaucoup de peine à supporter une longue campagne à la fois en Sibérie centrale contre l'Armée Rouge, et en Chine contre les éléments anti-japonais du peuple chinois.

La guerre, qui est à beaucoup d'égards l'industrie nationale de l'Etat Japonais, est donc en même temps pour lui une terrible aventure. Mais il n'y a pas d'autre issue pour lui. Il lui faut trouver à tout prix des marchés pour la production à bas prix de ses usines de textile et de métallurgie, des zones à coloniser avec sa population surabondante. De nouveaux territoires à engraisser avec les cadavres de ses chômeurs, et le débouché momentané, mais intensif de la production de guerre elle-même, sont au minimum nécessaires au capital japonais pour éviter une révolution ouvrière et paysanne. Chaque paysan japonais a faim de terre et en exige sa part. Chaque ouvrier japonais veut du pain, et seule l'industrie nationalisée des armements peut lui en offrir.

Guerre ou révolution. La lutte sanglante ou le néant. C'est ainsi que la question est impitoyablement posée.

(A suivre.)

LE MAO.

## GROUPES DU XV<sup>e</sup>

Vendredi 23 mars, à 20 h. 30, SALLE DE COOPERATURS, 85, rue Mademoiselle, Paris-XV<sup>e</sup>, conférence de notre camarade GASTON FERDIÈRE.

## A PROPOS DE JULES VALLES

Invitation cordiale à tous.

# MADAME 60 BIS

par Henriette VALET

(B. Grasset, Éditeur)

Impossible de ne pas penser à Dante. Dès les premières pages du roman, la parenté des douleurs inhumaines, imaginées par le poète et des souffrances authentiques, décrites par Henriette Valet est sensible.

Cette vue actuelle, par exemple, de la toilette des femmes enceintes — de celles qui poussent leur fardeau et c'est tout — dans un hôpital : « Je distingue des corps déformés et nus qui s'agitent dans la vapeur apparaissent et disparaissent... », c'est la fiction dantesque du quatrième cercle de l'Enfer. « Les damnés de cette enceinte, en se rencontrant, dans une danse effroyable se chaquaient avec violence... Je distinguais une foule d'ombres qui portaient péniblement des fardeaux énormes... »

Mais, tandis que le poète imagine, pour écrire une tragédie comparable à la vision de Dante, Henriette Valet n'aura eu qu'à regarder. Le *xx<sup>e</sup>* siècle réalise pour certains, la détresse des damnés que le *xiv<sup>e</sup>* siècle préfigure.

*Madame 60 Bis* dépeint simplement un refuge où les femmes enceintes pauvres, viennent chercher un abri.

Rendez-vous des femmes qui sont allées jusqu'au bout du malheur. Lieu de détresse nue. Femmes du peuples, vieilles et lasses car, sur les chairs et les races venues du plus profond de la terre, les dures villes d'aujourd'hui ont mis leur empreinte avec leurs labours et leurs pestilences. Celle qui ont pu dépasser la limite jusqu'à laquelle on peut quelque chose sur les êtres humains et pour eux. Les mères pour un monde où l'on ne peut plus vivre pleinement.

Ce moment du prolétariat, révolte *Madame 60 Bis*, venue au refuge pour accoucher, quand elle n'a plus ruser avec la misère et l'inévitable. Et, si malheureusement, il ne se trouve qu'elle, ici, pour réfuter les mystifications, les dupes, les mensonges dont est construite la joie de la maternité, pure fiction pour la femme du peuple, le roman doit, à cette révolte la double empreinte, humaine et révolutionnaire qui fait l'une de ses plus hautes valeurs. Elle oppose la mère qui enfante puis aide à la vie, aux mères qui acceptent la société telle qu'elle est, qui n'osent pas pleurer leur enfant comme des lâches, sans héroïsme, sans exaltation quand la guerre ou la misère le leur prend.

Des paroles presque immatérielles et d'une admirable sérénité nous montrent la mère que sera *Madame 60 Bis*, pour l'enfant qu'elle attend : « il naîtra. Je respirerai sa bouche. Aucun parfum n'égale celui d'une bouche d'un nouveau-né que le premier lait n'a pas encore traversé. »

Quand elle sort de l'hôpital et rentre dans la ville, après une amère et salutaire expérience, c'est donc naturellement, pour le mener à la vie, qu'elle associe son fils à cette expérience et à sa résolution. « Je reviens plus lucide décidée à agir, non seulement pour moi, mais pour toi, mon fils — mon enfant que j'ai conquis, qui est mien uniquement mien, et que je veux défendre et mener à la vie. »

Cette résolution, prise gravement, sur

un berceau, impose la révolte à l'enfant, le fait hésiter d'un sentiment, d'une tradition, d'une volonté révolutionnaires; en somme, comme le baptême impose la religion. Elle me paraît la substruction du roman. Elle en détermine le ton passionné. D'où un accent tragique, une apparence, même de parti-pris, qui ne sont que le prolongement dans les mots, des longues plaintes, des grognements de rage, des supplications et des refus, de la solitude dans la douleur, de l'enfantement.

Et, non l'enfantement mignardé, choyé, apaisé mais tel qu'au verset 16, chapitre III de la Genèse, il est dit : « Je rendrai très grandes les souffrances et la grossesse et, dans le travail, tu enfanteras. »

Car seul, le peuple connaît la douleur sans apaisement. Si bien que, *Madame 60 Bis*, quand elle se rend au refuge, pressent cette douleur avec une crainte animale, comme le chien flaira la mort Elle s'attarde ses mains traînent sur la pierre rugueuse des parapets.

Pressentiment qui ne l'aura pas trompée. La misère déborde l'organisation sociale. Inscrite sous le numéro 60 bis, *Madame* la nouvelle est installée sur un brancard entre *Madame 60* et *Madame 61*. Le toit est à portée de la main, l'air est épais, les draps se mélangent. On pense à la caserne, et la vie de caserne, mais la quantité des malades rappelle l'hiver historique de 1709. « Les pauvres s'entassaient dans les hôpitaux, mais on les expulsait faute de place Rien de neuf, donc ? »

Si. La dignité humaine, négligée, bafouée, méprisée, avilie. Incapables de s'organiser, dans une vie en commun, les malades se ravalent à un état grégaire.

Henriette Valet ne nous fait pas cette condition. Lorsque l'infirmière, ni les docteurs ne sont là, c'est un grouillement d'êtres. L'écrivain le décrit dans ce mouvement, avec cette franchise et cette audace que les laïcs tailleurs de pierres du Moyen-Age, imprimèrent aux tymphans des cathédrales pour y montrer les passions, en somme leur condition humaine.

On montrait le vice pour le réduire. Ce n'est plus le vice. Des tares sociales risquent d'emporter l'homme. Henriette Valet nous découvre l'une d'elles afin d'éviter qu'elle ne devienne mortelle, car elle la croit guérissable.

Cette franchise est gênante. Sous le prétexte du langage ou de la bienséance, on la reprochera à l'écrivain. J'en prévois le reproche et le préviens, car la littérature prolétarienne est accoutumée de le recevoir. J'entends une certaine intrigue, de droite aussi bien que de gauche, d'ailleurs : « Complaisance malsaine — on dit même morbide — pour le mal. Aucune joie. » C'est une facile calomnie, une opinion standard, basse et sournoise, qui dissimule avec adresse, sous l'apparence d'un jugement, les dessein authentiques de l'auteur critique.

Henriette Valet a justement objecté, pour la joie, que ce n'est pas quand on rit qu'on tient le plus à la vie.

Elle a montré, pensant à l'enfant qui

dort d'un vivant sommeil, enroulé dans sa tendre enveloppe d'entrailles et de chair, quelle image elle pouvait se faire d'une sérénité absolue : « Dans cette chaude nuit, il dort d'un sommeil que je ne connaîtrai jamais. Quelle paix, quelle paix vierge, quel infini repos ! La fatigue du premier souffle n'a pas encore effleuré sa poitrine. »

Quant à la complaisance pour le mal, lorsque vraiment la mort menace — et, ici le mal mortel, c'est la misère — le malade ne fait plus rien au docteur. Jusque-là, il pactisait avec la maladie. Une puérole vanité, la crainte d'alarmer, la peur même d'en trop apprendre, en se connaissant bien le retenaient. La mort menaçante il se replie farouchement sur son mal, l'analyse dans ses plus secrètes profondeurs, le montre tel qu'il est, aussi horrible qu'il soit. Cette confession sans orgueil écarte du chevet les charlatans de l'aumône, les bonisseurs de l'abnégation. Pas d'importance. Ce sont les profiteurs du cadavre, ils bénéficient encore des morts par la vertu de charité.

A ceux qui demeurent et qui vraiment peuvent utilement l'entendre, le malade parle alors sans ménagement. La misère ne s'exprime dans toute son étendue qu'avec le langage des miséreux; les mots du peuple peuvent marquer des nuances dans la détresse qu'une autre langue n'exprimerait pas.

Parler rude, dépourvu d'artifices, nourri d'expériences et de faits plus que d'images. Il use de traits essentiels, souvent très approuvés qui rendent avec vérité, la véhémence de la douleur, la force du mal, la menace angoissante de la misère mortelle. C'est le parler d'Henriette Valet.

*Madame 60 Bis* déterminera des partisans. Donc, faisons le point.

Œuvre qui, par sa conclusion, propose un but et mesure une tâche révolutionnaires — quelles que soient d'ailleurs les idées politiques de l'auteur, que j'ignore — ce roman appartient à la littérature prolétarienne. Condition sociale de l'écrivain, choix du sujet, langue employée, conclusion sont internes au prolétariat.

Comme le prolétariat s'ancre désespérément à une vie qu'on lui marchande, c'est parce qu'elle s'enracine obstinément à la vie et, à une vie nette, propre, digne de la femme que *Madame 60 bis* nous montre, après en avoir subi l'amère expérience, l'une des désertions humaines qui en préparent l'anéantissement. Et, cette alarme, en imprimant au roman, un sens très net de classe, lui donne la vigueur l'audace le souffle que seule une authentique révolte peut maintenir.

Le pathétique de *Madame 60 Bis* résulte de la vie. Mais s'il exprime une misère et une déchéance humaines actuelles qui nous touchent par moment, au point que nous doutions de leur réalité, il nous montre, dans la conclusion du livre, la résolution, la volonté efficace qui peuvent aider à n'y pas succomber.

L'écrivain ne désespère pas de l'humanité. C'est une très grande force que cette confiance. Elle arme ce roman.

Charles BONTOUX-MAUREL.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse  
117 rue Réaumur, Paris